



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

LA NORMANDIE DIAGNOSTIC ET PERSPECTIVES



SOMMAIRE

- Démographie et organisation du territoire
- L'emploi salarié (*secteur privé*)
- L'emploi intérimaire
- Les offres d'emploi
- Les déclarations préalables à l'embauche
- La demande d'emploi
- Les besoins de recrutement et métiers en tension
- La formation des demandeurs d'emploi

NOTE

Concernant les parties démographie et taux de chômage, certains textes sont repris d'études de l'**INSEE**.

L'essentiel

- Plus de 3 339 000 personnes habitent en Normandie. La population continue de progresser à un rythme modéré (+0,2% en moyenne par an, entre 2010 et 2015).
- La population normande est vieillissante : 77 habitants sont âgés de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans. La population normande est moins formée et occupe en proportion plus d'emplois d'ouvriers et moins d'emplois de cadres.
- Près de 70% de la population normande vit dans un pôle urbain. Ces pôles concentrent 80% de l'emploi salarié (*secteur privé*) de la région.
- 819 900 salariés en Normandie (*secteur privé*), une région plus touchée par la crise économique de 2008, mais avec une hausse continue de l'emploi depuis mi-2016 (+0,2% en moyenne chaque trimestre). L'emploi industriel, bien qu'en déclin, est toujours très prégnant.
- 5,8% d'emploi en intérim.
- 290 000 offres diffusées en 2017, 58% sont durables. Des secteurs recruteurs : commerce et industrie.
- 1 274 400 DPAE au 1^{er} semestre 2018, en progression de 3,1%. Les embauches en CDI progressent plus fortement (+9,9%).
- Le taux de chômage s'élève à 9,0% (2^e trim. 2018).
- 167 940 demandeurs d'emploi en catégorie A, une tendance à la baisse depuis 2016 ; 288 200 demandeurs d'emploi en catégories A, B, C. 61% des demandeurs d'emploi concernés par le Plan d'Investissement dans les Compétences.
- 23,1% des établissements prévoient de recruter en 2018, avec 40% des intentions d'embauche difficiles à recruter.
- 39 800 entrées en formation, en 2017 : des formations adaptées aux caractéristiques des territoires. 57,1% des formations permettent d'accéder à l'emploi.

61%

des demandeurs d'emploi normands vont pouvoir bénéficier du Plan d'Investissement dans les Compétences, soit 179 300 demandeurs d'emploi



DÉMOGRAPHIE ET ORGANISATION DU TERRITOIRE

Plus de 3 339 000 personnes habitent en Normandie

En 2015, plus de 3 339 000 personnes habitent en Normandie, dans 2 722 communes. La région regroupe 5% de la population française. La Normandie se place au 9^e rang des régions, juste derrière les Pays de la Loire (3 718 500 hab.) et devant la Bretagne (3 293 900 hab.).

La population est inégalement répartie sur le territoire normand. 38% des Normands vivent en Seine-Maritime tandis que seuls 9% des Normands vivent dans l'Orne [cf. Démographie 1].

La densité de population est aussi très hétérogène : avec une moyenne de 111,7 hab/km², soit la 7^e région de France avec des territoires très densément peuplés tels que la Communauté d'agglomération havraise (1 238 hab/km²), la Métropole de Rouen (728 hab/km²) ou encore la Communauté urbaine de Caen la Mer (728 hab/km²) et d'autres beaucoup plus « déserts » comme les communautés de communes du Val d'Orne, des Hauts du Perche, du Pays Fertois et du Bocage Carrougien dans lesquelles il y a moins de 30 hab/km² [cf. Démographie 2].

RÉPARTITION DE LA POPULATION, PAR DÉPARTEMENT

Départements	Nombre d'habitants	Proportion de la population par département	Densité de population (en hab/km ²)
Calvados	693 579	21%	125,2
Eure	601 948	18%	99,7
Manche	499 287	15%	84,0
Orne	286 618	9%	47,0
Seine-Maritime	1 257 699	38%	200,3
Normandie	3 339 131	100%	111,7

Source : INSEE, Recensement de la population 2015

Un solde naturel normand plus faible que le solde national

Entre 2010 et 2015, la Normandie a gagné près de 28 700 habitants, soit 5 700 habitants par an en moyenne. Avec un rythme de croissance moyen de 0,2% par an, la population de la Normandie croît plus modérément qu'au niveau national (+0,5%). Elle se situe parmi les régions les moins dynamiques telles que les Hauts-de-France, Centre - Val-de-Loire, le Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.

Seul l'excédent des naissances sur les décès contribue à la croissance démographique normande. Le solde naturel induit une hausse de la population de 0,2% par an entre 2010 et 2015, plus faible qu'au niveau national (+0,4%). La région se situe au même niveau que l'Occitanie ou le Centre - Val-de-Loire, et loin de l'Île-de-France, région avec le plus fort excédent naturel (+0,9%). De plus, la Normandie peine à attirer de nouveaux arrivants. Les personnes sont plus nombreuses à quitter la région qu'elles n'y arrivent. Avec un solde migratoire déficitaire de -0,1% par an, la région se classe en 9^e position parmi les régions métropolitaines, au même niveau que la Bourgogne-Franche-Comté et loin derrière la Corse (+1,1%) ou l'Occitanie (+0,7%).

À l'exception du département de l'Orne, la population est en hausse dans tous les départements normands. L'Eure et le Calvados se distinguent par un dynamisme démographique plus soutenu. Entre 2010 et 2015, leur population augmente respectivement de 0,5% et de 0,3%, grâce à la combinaison d'un solde migratoire positif et d'un excédent élevé des naissances sur les décès, notamment dans l'Eure (+0,4%). La Seine-Maritime, qui regroupe plus du tiers de la population régionale, maintient sa croissance démographique à un rythme de 0,1% par an entre 2010 et 2015. Elle le doit uniquement à son excédent naturel positif (+0,4%) qui compense un déficit migratoire de -0,2%. À l'inverse, dans le département de la

Manche, les arrivées, plus nombreuses que les départs, contribuent seules au maintien de la population. Entre 2010 et 2015, le département de l'Orne, le moins peuplé de la région, perd 1 000 habitants par an. Les arrivées ne compensent pas les départs nombreux et le vieillissement de la population accroît le déficit naturel [cf. Démographie 3].

Cette évolution masque des disparités au sein même des départements. La population stable dans le département de la Manche masque ainsi une baisse de la population dans quasiment l'ensemble du territoire, sauf autour de Granville, Villedieu-les-Poêles et Saint-Lô. Dans l'Orne, seule la communauté de communes de la Vallée Haut de Seine continue de voir sa population augmenter de 0,3% par an entre 2010 et 2015. Les extrémités du département du Calvados sont en déclin en matière d'évolution de la population et la croissance est portée par la périphérie de Caen. En Seine-Maritime, les territoires autour du Tréport, de Dieppe et du Havre, observent une diminution de leur population alors que le nombre d'habitants dans le reste du département continue d'augmenter entre 2010 et 2015.

Enfin, le département de l'Eure, le plus dynamique de la région, voit toutefois sa population diminuer autour de Vernon [cf. Démographie 4].

La population normande est vieillissante

Région jeune jusqu'au milieu de la décennie 2000, la Normandie possède désormais une population légèrement plus âgée qu'au niveau national. En 2014, l'âge moyen des Normands atteint 40,9 ans, contre 40,5 ans dans l'ensemble de la France métropolitaine. La région vieillit rapidement : elle compte désormais 77 habitants âgés de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans. Le rapport n'était que de 57 pour 100 en 1999. Sur la même période, la population française est passée de 62 à 75 seniors pour 100 jeunes. Ce vieillissement démographique est ainsi plus rapide dans la région, où l'âge moyen s'est accru de 3,4 ans entre 1999 et 2014, plus qu'au niveau national (+2,4 ans). Le glissement en âge de la population, la progression de l'espérance de vie, les migrations résidentielles, ainsi que la baisse du nombre des naissances, constituent autant de facteurs qui participent à cette évolution.

19,5% de la population normande a plus de 64 ans, contre 18,4% au niveau national, elle vit plutôt dans les départements de la Manche et de l'Orne

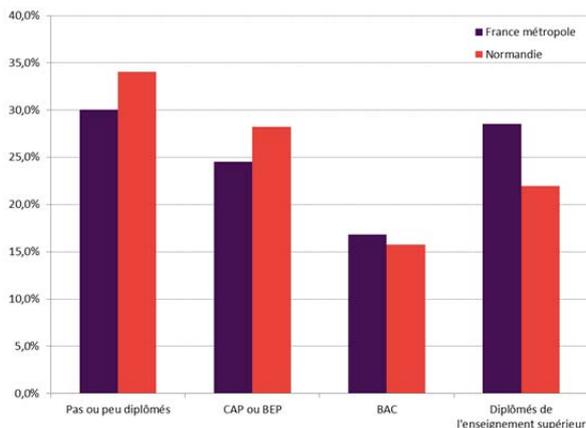
50,5% de la population normande a entre 25 et 64 ans, la région se place en 6^e position des proportions variant de 53,5% en Île-de-France à 50,0% en Bretagne et une moyenne nationale de 51,2%. La population en âge de travailler se concentre dans les zones périurbaines des agglomérations telles que Rouen et Caen et dans le département de l'Eure. La part des 25-64 ans varie de 53,4% dans la communauté de communes de Caux-Estuaire à 46,4% dans celle de Granville Terre et Mer. La population est globalement plus vieillissante le long des littoraux et dans les zones rurales (départements de la Manche et de l'Orne) [cf. Démographie 5 et Démographie 6].

La population normande est moins diplômée

La population des 15 ans ou plus non scolarisée représente 73% de la population normande. 34% de ces personnes n'ont peu ou pas de diplôme(s), contre 30,1% au niveau national. À l'opposé, 22,0% de la population normande est diplômée de l'enseignement supérieur, contre 28,5% de l'ensemble des Français. Le caractère très industriel de l'emploi en Normandie explique en partie le faible niveau de formation de la population. Au total, 62% de la population normande a un niveau de formation CAP-BEP ou infra. Ce sont dans les départements de l'Orne et de la Manche que la population est la moins formée, respectivement 68% et 65% de la population ont un niveau CAP-BEP ou infra. Le département du Calvados se démarque avec 59% de la population à faible niveau de formation et 25% des personnes diplômées de l'enseignement supérieur.

À un niveau plus local, pour le département de la Manche, les personnes les moins diplômées vivent en proportion plus importante dans le Sud du département, dans la Baie du Cotentin et dans le Centre Ouest. Dans l'Orne, l'Ouest du département et la Vallée d'Auge sont aussi touchés par une forte proportion de population peu formée. On retrouve cette même caractéristique à l'Est de la Seine-Maritime où, de la même façon, plus de 40% de la population a peu ou pas de diplôme(s). Dans le Calvados, malgré un niveau de formation plus élevé, le territoire de Vire concentre une forte partie de la population avec peu ou pas de diplôme(s) : 41,3% [cf. Démographie 7].

RÉPARTITION DE LA POPULATION DE 15 ANS OU PLUS SELON LE DIPLÔME OBTENU



Source : INSEE, Recensement de la population 2015

RÉPARTITION DE LA POPULATION DE 15 ANS OU PLUS SELON LE DIPLÔME OBTENU, PAR DÉPARTEMENT

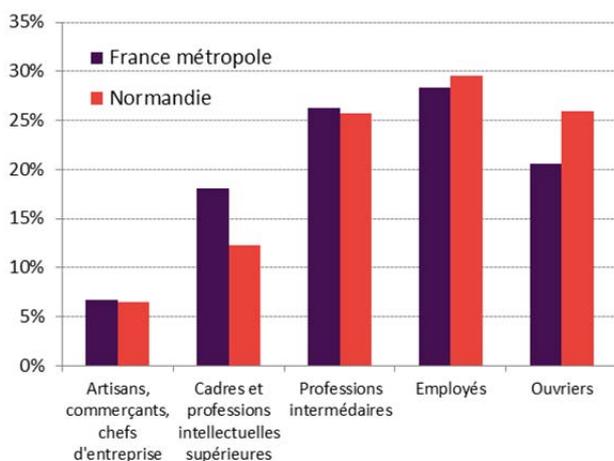
Département	Peu ou pas diplômés	CAP ou BEP	BAC	Diplômés de l'enseignement supérieur
Calvados	32%	27%	16%	25%
Eure	34%	28%	17%	21%
Manche	35%	29%	16%	20%
Orne	38%	30%	15%	17%
Seine-Maritime	34%	28%	16%	23%
Normandie	34%	28%	16%	22%

Source : INSEE, Recensement de la population 2015

Plus d'ouvriers et moins de cadres

26% de la population normande en emploi occupe un poste d'ouvrier, contre 21% au niveau national. À l'inverse, seuls 12% des Normands sont cadres ou de profession intellectuelle supérieure, contre 18% pour la France entière. Il y a moins d'écarts dans les autres types de professions entre la Normandie et l'ensemble de la France. Au niveau des départements, on observe quelques caractéristiques significatives. La proportion d'ouvriers est particulièrement importante dans les départements de l'Orne, de l'Eure et de la Manche. La proportion de cadres est plus faible dans l'Orne et dans la Manche. Enfin, les professions intermédiaires sont vraiment moins représentées qu'en moyenne régionale dans l'Orne.

RÉPARTITION DE LA POPULATION AU LIEU DE TRAVAIL SELON LE TYPE D'EMPLOI



Source : INSEE, Recensement de la population 2015

RÉPARTITION DE LA POPULATION AU LIEU DE TRAVAIL SELON LE TYPE D'EMPLOI, PAR DÉPARTEMENT

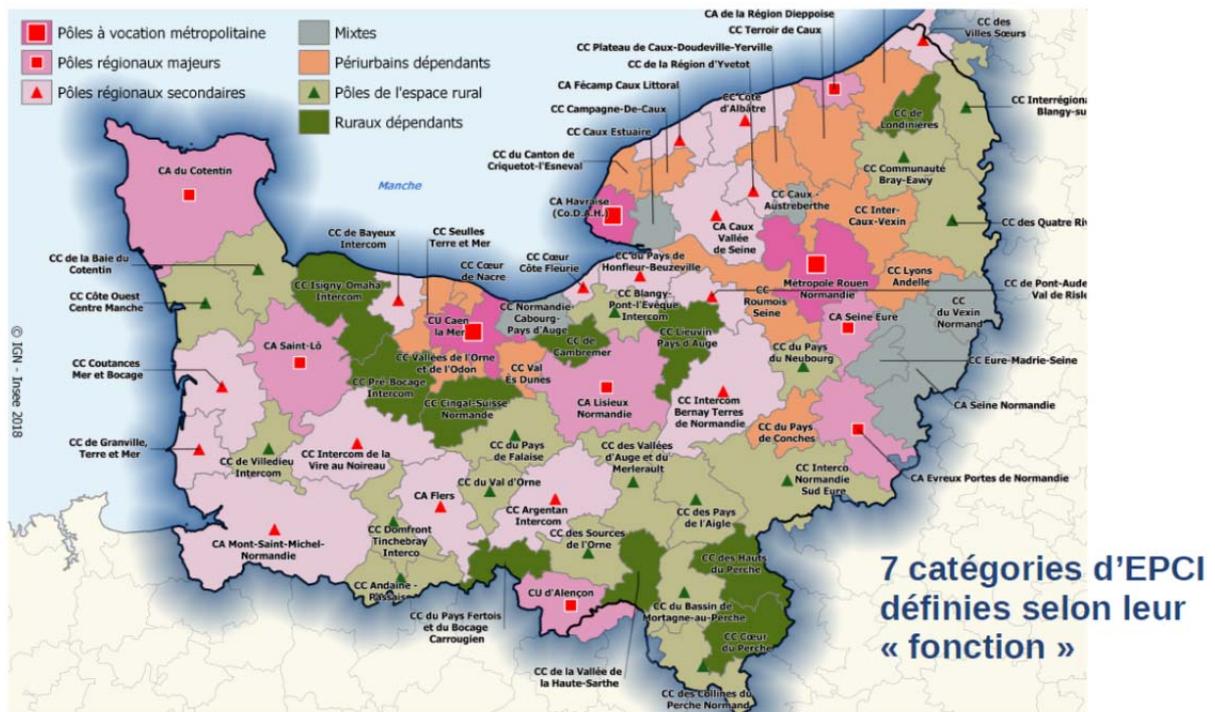
Département	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Calvados	7%	13%	26%	30%	24%
Eure	7%	11%	25%	28%	28%
Manche	7%	10%	25%	29%	28%
Orne	8%	9%	23%	30%	30%
Seine-Maritime	5%	13%	27%	30%	25%
Normandie	6%	12%	26%	30%	26%

Source : INSEE, Recensement de la population 2015

70% de la population vit dans des territoires urbains

L'INSEE a réalisé une étude visant à caractériser les dynamiques de développement des EPCI normands. Ainsi les territoires sont organisés selon le rôle qu'ils occupent dans la région.

LES EPCI SELON LEUR FONCTION



Source : INSEE, séminaire du 31 mai 2018 – Dynamique des EPCI

La Métropole de Rouen, la Communauté urbaine de Caen la Mer et la Communauté d'agglomération havraise sont les trois pôles urbains normands à vocation métropolitaine. Ces trois agglomérations concentrent à elles seules 29% de la population normande et 40% de l'emploi salarié de la région. La Normandie compte aussi 7 autres pôles urbains majeurs qui concentrent 18% de la population et 21% de l'emploi : les agglomérations de Seine-Eure, de Saint-Lô, du Cotentin, de Lisieux Normandie, d'Évreux Portes de Normandie, d'Alençon, et de la Région Dieppoise.

Les pôles urbains secondaires rassemblent quant à eux 21% de la population et 17% de l'emploi salarié. Ils sont au nombre de 16 dans la région.

Ainsi près de 70% des Normands, soit plus de 2 330 000 personnes, vivent dans un pôle urbain. Ces pôles urbains concentrent 80% de l'emploi salarié de la région.

Le reste de la population normande se répartit pour 15% dans des espaces ruraux et 10% dans des espaces périurbains qui dépendent des pôles à vocation métropolitaine.

EMPLOI SALARIÉ

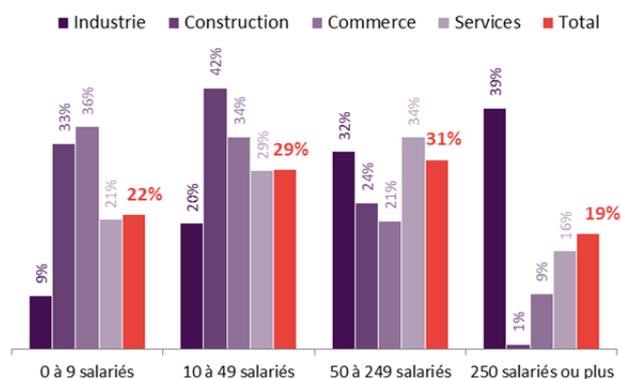
Fin 2017, 810 900 salariés (secteur privé) travaillent en Normandie, au sein de 77 900 établissements

La Normandie est encore une région très industrielle : fin 2017, 23% des salariés travaillent dans ce secteur, contre 16% en moyenne nationale. En revanche, le secteur du commerce est moins développé dans la région : seuls 16% des salariés exercent un emploi dans ce secteur, contre 30% en France entière. Les services concentrent 53% de l'emploi et la construction 8%.

Fin 2017, 22% des salariés normands travaillent au sein d'établissements de moins de 10 salariés, 29% dans des établissements de 10 à 49 salariés, 31% dans des établissements de 50 à 249 salariés et 19% au sein d'établissements d'au moins 250 salariés. Ces proportions sont proches de celles observées en moyenne nationale. C'est en Seine-Maritime que les plus grands établissements sont les plus représentés (22%) et dans l'Orne qu'ils le sont le moins (11%).

Dans l'industrie, 39% des salariés normands travaillent au sein d'un établissement d'au moins 250 salariés.

RÉPARTITION DES EFFECTIFS SALARIÉS NORMANDS, PAR SECTEUR ET TAILLE DE L'ÉTABLISSEMENT

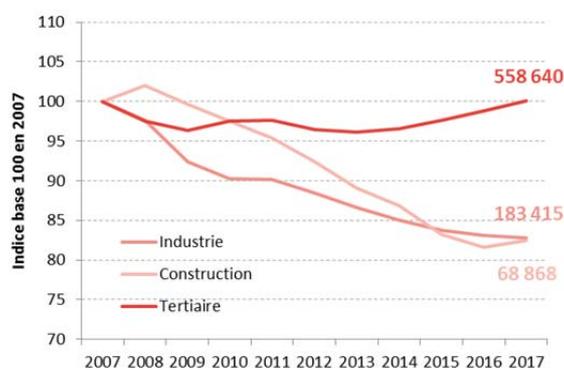


ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ



Source : ACOSS

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ NORMAND, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



Source : ACOSS

La Normandie est plus touchée par la crise économique de 2008 et par le repli de l'emploi en 2012-2013 qu'en France. Si la reprise reste moindre qu'en moyenne nationale, les effectifs salariés normands sont toutefois en hausse depuis fin 2015.

Dans la région, les salariés sont 0,9% plus nombreux qu'à fin 2016 (+7 400). Ce dynamisme s'observe principalement dans l'Eure (+2,0%) et la Manche (+1,9%). En revanche, le nombre de salariés continue de diminuer dans l'Orne depuis plus de 10 ans (-0,2% en un an).

C'est encore dans le tertiaire que la hausse de l'emploi est la plus importante (+1,4%) mais le secteur de la construction profite également d'une embellie en 2017 (+1,0%), après 9 années de baisses successives. Les effectifs demeurent par contre en repli dans l'industrie : en 10 ans, ce sont près de 38 000 postes qui sont supprimés (-700 en un an). Malgré ce recul continu de l'emploi industriel, la Normandie reste une

région de poids pour l'industrie française, notamment dans l'agroalimentaire, l'énergie, la pharmacie, la chimie, la construction automobile, navale et aéronautique et le verre. 23% des salariés normands travaillent dans ce secteur, soit la 2^e plus forte proportion en France (16% en moyenne).

41% des salariés travaillent en Seine-Maritime, 22% dans le Calvados [cf. Emploi 1].

En particulier, 3 salariés normands sur 10 travaillent dans le territoire de la Métropole Rouen Normandie ou dans celui de la Communauté urbaine Caen la Mer [cf. Emploi 2].

Des spécificités s'observent selon les territoires.

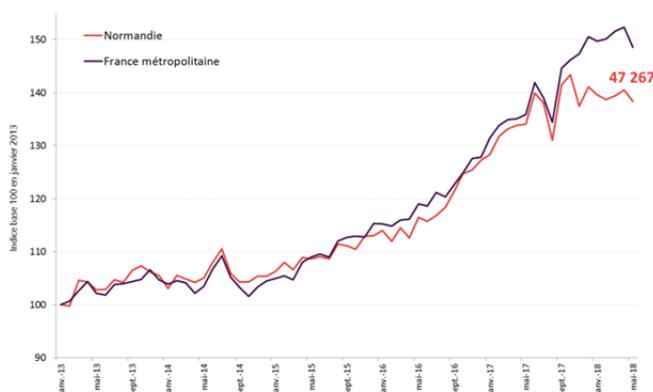
L'activité tertiaire est davantage concentrée autour des grandes agglomérations (Rouen, Caen, Le Havre), près des ports et dans le Calvados, en lien avec l'activité touristique [cf. Emploi 3].

L'industrie est plus représentée dans les départements de l'Orne et de l'Eure, notamment dans la zone de Louviers - Val-de-Reuil et autour de Mortagne-au-Perche [cf. Emploi 4 et Emploi 5]. Mais c'est au sein de la communauté de communes Interrégionale Aumale – Blangy-sur-Bresle que ce secteur est le plus présent puisqu'il rassemble 63% des salariés du territoire, en lien avec l'industrie du verre.

11% des salariés de la Manche travaillent dans la construction, soit la plus forte proportion de la région. Cette plus forte représentation concerne l'ensemble des intercommunalités du département. C'est également le cas près du Pays de Caux [cf. Emploi 6].

Le taux de recours à l'intérim normand s'établit à 5,8% (4,5% au niveau national) En mai 2018, 47 300 intérimaires travaillent en Normandie

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI EN INTERIM



Source : Pôle emploi, Fichier intérim - SISP

Les intérimaires normands sont 3,2% plus nombreux qu'en mai 2017 (en moyenne nationale : +9,4%). Leur nombre tend globalement à se stabiliser depuis fin 2017, après une hausse observée en 2015-2016 (en particulier, une reprise dans la construction, après une année 2014 difficile [cf. Intérim 1]).

Plus de 25 000 intérimaires travaillent dans l'industrie (54% des effectifs intérimaires normands). En particulier, un quart des effectifs intérimaires normands travaillent dans la *fabrication d'autres produits industriels*, un dixième dans la *fabrication de matériels de transport*.

12 600 intérimaires sont embauchés dans le tertiaire (27%, dont un tiers est concentré dans des établissements du secteur *transport et entreposage*) et 9 000 dans la construction (19%) [cf. Intérim 2].

En Normandie, 28% des intérimaires ont moins de 25 ans (+4 points par rapport à la moyenne nationale), 83% sont des ouvriers.

OFFRES D'EMPLOI

En 2017, 289 928 offres sont diffusées par Pôle emploi (46% collectées par Pôle emploi, 54% par ses partenaires)

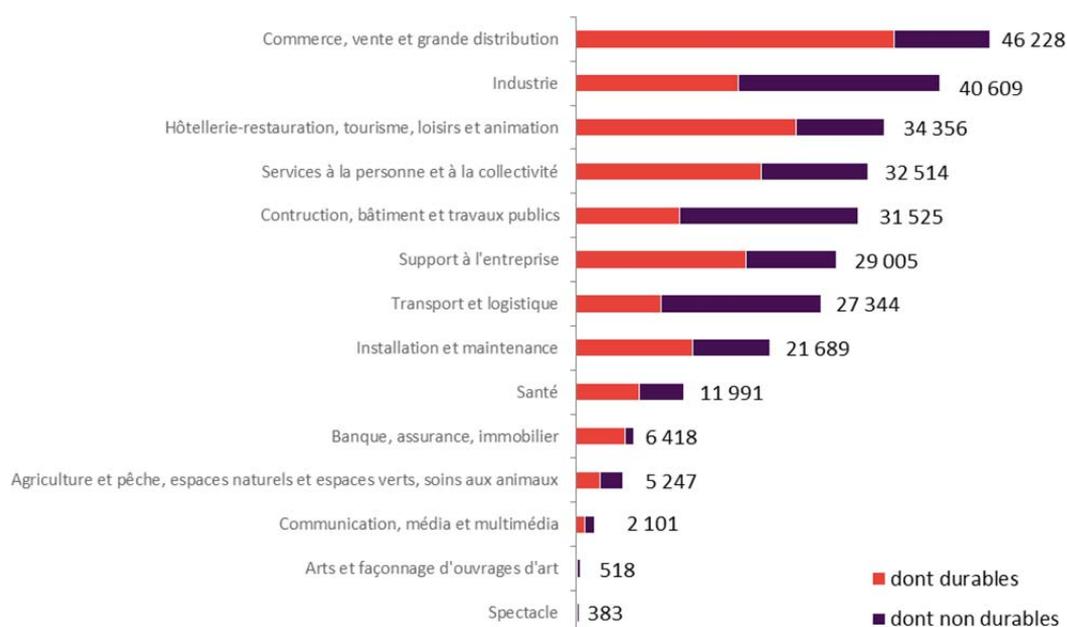
Plus d'un tiers des offres normandes émanent d'établissements seinomarins, un quart du Calvados. 58% concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de 6 mois), 42% des emplois non durables (pour un tiers, des CDD de 1 à 6 mois, pour les deux tiers des emplois spécifiques – principalement intérimaires – ou des contrats de moins d'un mois).

C'est dans l'Orne et la Seine-Maritime que les offres pour des contrats durables sont les plus nombreuses en proportion (respectivement 64% et 61%) mais cela masque de fortes disparités au sein de ces départements.

Ainsi, ces contrats durables sont moins représentés dans les besoins des territoires plus industriels, comme la Vallée de la Bresle ou autour de Lillebonne [cf. Offres 1].

3 offres sur 10 portent sur des métiers du commerce (plus particulièrement des emplois dans les cafés et brasseries ou dans l'hôtellerie) ou de l'industrie (par exemple l'installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation ou la mécanique automobile). Dans le commerce, 77% des offres diffusées sont pour des postes durables alors que dans l'industrie, les emplois proposés sont moins pérennes, avec seulement 45% d'offres d'emplois durables.

RÉPARTITION DES OFFRES PAR DOMAINE (ROME AGRÉGÉ) RECHERCHÉ



Source : Pôle emploi, Fichier offres

Des besoins plus importants dans les métiers du commerce sont observés dans l'Orne, en particulier dans la communauté de communes Vallées de l'Orne et de l'Odon, où près des deux tiers des offres portent sur des métiers de ce domaine. Ce domaine est aussi prégnant au nord de Rouen (dans les communautés de communes Inter-Caux-Vexin et Caux – Austreberthe) et dans le Sud-Manche. Dans l'Eure, à l'exception des alentours d'Évreux, ce domaine est peu représenté dans les offres [cf. Offres 2].

Des besoins pour les métiers de l'industrie sont logiquement concentrés près des grands pôles industriels : dans le Cotentin, dans la zone de Mortagne-au-Perche, dans la Vallée de la Bresle ou encore dans la zone de Louviers – Val-de-Reuil [cf. Offres 3].

En lien avec son attractivité touristique, c'est dans le sud du Calvados que les métiers de l'hôtellerie-restauration / tourisme / loisirs et animation sont les plus représentés [cf. Offres 4].

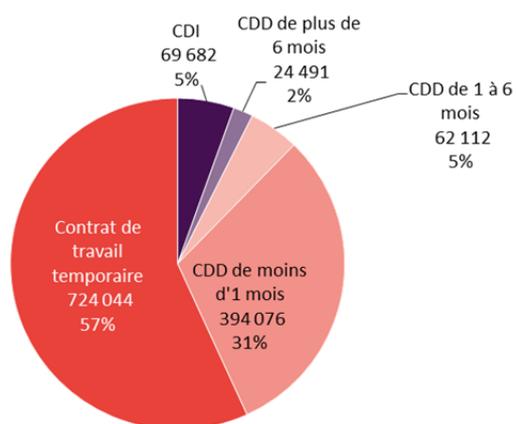
En proportion, peu d'offres concernent les métiers des services à la personne et à la collectivité dans la Manche [cf. Offres 5]. À l'inverse, dans ce département, les offres liées à la construction, au bâtiment et travaux publics sont nombreuses [cf. Offres 6].

DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (DPAE)

Au 1^{er} semestre 2018, 1 274 400 déclarations préalables à l'embauche sont déposées en Normandie.

Ces embauches sont fortement concentrées autour des grandes agglomérations : 17% dans la Métropole Rouen Normandie, 15% dans la Communauté urbaine Caen la Mer, 9% dans la Communauté d'agglomération havraise [cf. DPAE 1].

RÉPARTITION DES DPAE, PAR TYPE DE CONTRAT



Les contrats intérimaires constituent la majorité des embauches normandes : 57% des DPAE (49% en moyenne nationale). Les emplois durables (CDI ou CDD de plus de 6 mois) ne concernent que 7% des déclarations effectuées. Mais le nombre de CDI progresse fortement (+9,9% en un an, contre +3,1% tous types d'embauche confondus).

Source : ACOSS

C'est dans la Manche que les embauches sont les plus durables en moyenne.

D'importantes disparités s'observent en Seine-Maritime. C'est dans la communauté de communes Interrégionale Aumale - Blangy-sur-Bresle que les emplois durables sont les plus représentés dans les embauches (avec 45% des DPAE). À l'inverse, c'est la communauté de communes voisine des Villes Sœurs qui rassemble le moins d'embauches durables (seules 2% des DPAE concernent un CDI ou un CDD de plus de 6 mois).

40% des DPAE hors intérim émanent d'établissements du tertiaire hors intérim. En particulier, 28% des embauches de la région sont faites au sein d'établissements de la santé humaine et action sociale et 17% dans l'hébergement restauration.

La part de DPAE dans le tertiaire hors intérim atteint 44% dans le Calvados et 42% en Seine-Maritime. Dans la communauté de communes Cœur Côte Fleurie, le tertiaire hors intérim concentre 81% des embauches.

Les établissements industriels concentrent près d'un tiers des embauches autour de Blangy-sur-Bresle [cf. DPAE 2].

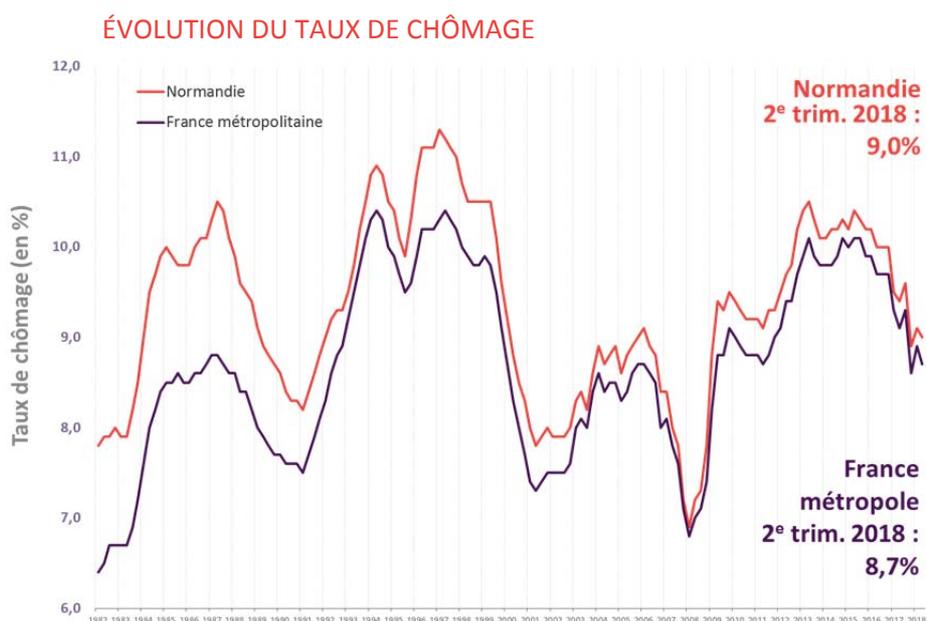
Note : Dans une vingtaine d'intercommunalités, il n'y a pas d'agence de travail temporaire. Or, c'est uniquement par le biais de ces agences que sont repérés les contrats en intérim.

DEMANDE D'EMPLOI

Après une légère hausse au 1^{er} trimestre, le taux de chômage repart à la baisse

En Normandie, après une légère hausse au trimestre précédent, le taux de chômage repart à la baisse, pour s'établir à 9,0% de la population active au deuxième trimestre 2018. Il demeure néanmoins supérieur au taux de chômage de la France métropolitaine (8,7%), maintenant la Normandie au 5^e rang des régions les plus touchées.

À plus long terme, après la période haussière de 2008 à 2013, puis la stabilisation de 2013 à 2015, le taux de chômage est orienté à la baisse. À fin 2017 et avant la hausse du 1^{er} trimestre 2018, il est au niveau le plus bas relevé en Normandie depuis 2009.



Source : INSEE

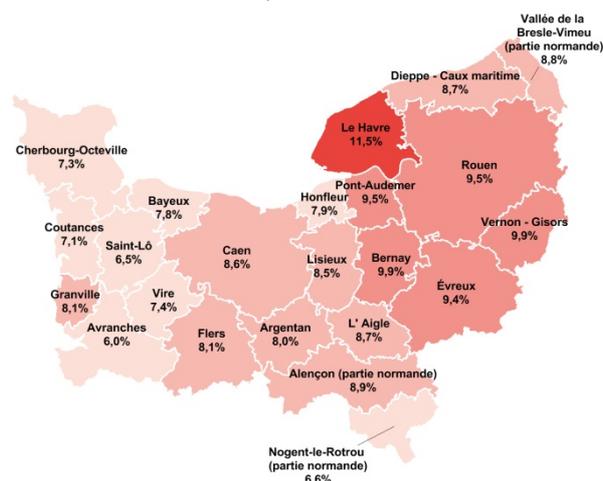
Au sein de la région, des disparités persistent entre les départements de l'ouest et de l'est, en matière de chômage. Avec un taux de chômage de 10,1%, la Seine-Maritime est le département le plus touché, en particulier dans la zone d'emploi du Havre (11,5%). Dans l'Eure, 2^e département le plus affecté de la région, le taux de chômage des zones d'emploi de Vernon-Gisors et de Bernay est également proche à 10%. À l'opposé, la Manche demeure le département le moins touché (6,8%), notamment dans les zones d'emploi d'Avranches et de Saint-Lô. Dans l'Orne et le Calvados, le taux de chômage se maintient à un niveau inférieur aux niveaux régional et national.

LE TAUX DE CHÔMAGE, PAR DÉPARTEMENT

Données corrigées des variations saisonnières	2 ^e trim. 2017	1 ^{er} trim. 2018	2 ^e trim. 2018
Calvados	8,8	8,5	8,5
Eure	9,6	9,3	9,3
Manche	7,4	7,0	6,8
Orne	8,8	8,4	8,4
Seine-Maritime	10,6	10,3	10,1
Normandie	9,4	9,1	9,0
France métropolitaine	9,1	8,9	8,7

Source : INSEE, en %

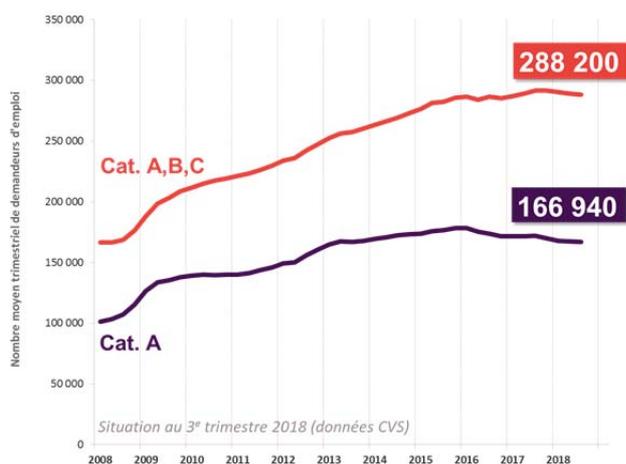
LE TAUX DE CHÔMAGE, PAR ZONE D'EMPLOI



Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A continue de diminuer

Au troisième trimestre 2018, en moyenne, **166 940** personnes sont en recherche d'emploi et sans activité en Normandie. Elles sont 0,3% moins nombreuses qu'au trimestre précédent, soit 480 personnes de moins (-2,9% en un an). Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est ainsi orienté à la baisse depuis le début de l'année 2016.

ÉVOLUTION DU NOMBRE (MOYEN TRIMESTRIEL) DE DEMANDEURS D'EMPLOI



Source : Pôle emploi : STMT

La baisse trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est à nuancer selon le profil des populations.

Seul le nombre de femmes est en baisse, elles sont, en moyenne, **80 890** inscrites à Pôle emploi au 3^e trimestre et sans activité, soit 1,0% de moins qu'au 2^e trimestre 2018 (-830 personnes). Le nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi en catégorie A augmente, quant à lui, légèrement au 3^e trimestre 2018 (+0,4%). Ils sont ainsi en moyenne **86 050** en recherche d'emploi et sans activité, soit 360 de plus qu'au 2^e trimestre 2018. Le nombre d'hommes inscrits en catégorie A était pourtant orienté à la baisse depuis le début de l'année 2016.

Le nombre de personnes de moins de 25 ans en recherche d'emploi et sans activité diminue de 1,4% au 3^e trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent. **27 450** jeunes sont inscrits en moyenne à Pôle emploi en catégorie A. Sans avoir retrouvé le niveau d'avant la crise économique de début 2008 (22 000), le nombre de jeunes reste bien en dessous des niveaux les plus hauts de début 2013 (34 000). En un an, ils sont 2,6% moins nombreux.

Pour les demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans, la situation se stabilise au 3^e trimestre, ils sont en moyenne **95 960** inscrits à Pôle emploi en catégorie A. Leur nombre diminue depuis le deuxième trimestre 2016, avec un recul annuel de 3,7% au 3^e trimestre 2018.

Même si la situation reste encore fragile pour les personnes de 50 ans ou plus en recherche d'emploi et sans activité, on observe encore une légère diminution de 0,2% au 3^e trimestre 2018. Elles sont en moyenne **43 530** inscrites en catégorie A. La tendance s'améliore pour ces demandeurs d'emploi depuis le début de l'année, leur nombre recule ainsi de 1,3% en un an au 3^e trimestre 2018.

RÉPARTITION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI, PAR DÉPARTEMENT

> Catégorie A

Moyennes trimestrielles - cvs	3 ^e trim. 2017	2 ^e trim. 2018	3 ^e trim. 2018	Évolution trimestrielle	Évolution annuelle
Calvados	34 130	33 920	33 670	-0,7%	-1,3%
Eure	31 760	31 050	30 660	-1,3%	-3,5%
Manche	19 450	18 830	18 950	+0,6%	-2,6%
Orne	12 710	12 480	12 530	+0,4%	-1,4%
Seine-Maritime	73 870	71 130	71 140	+0,0%	-3,7%
Normandie	171 910	167 420	166 940	-0,3%	-2,9%

> Catégories A, B et C

Moyennes trimestrielles - cvs	3 ^e trim. 2017	2 ^e trim. 2018	3 ^e trim. 2018	Évolution trimestrielle	Évolution annuelle
Calvados	59 250	59 100	59 000	-0,2%	-0,4%
Eure	54 050	53 430	53 070	-0,7%	-1,8%
Manche	35 470	34 850	34 860	+0,0%	-1,7%
Orne	21 680	21 620	21 780	+0,7%	+0,5%
Seine-Maritime	121 330	120 230	119 480	-0,6%	-1,5%
Normandie	291 780	289 220	288 200	-0,4%	-1,2%

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C commence aussi à diminuer

Au troisième trimestre 2018, en moyenne, **288 200** personnes ayant ou non exercé une activité sont en recherche d'emploi en Normandie. Elles sont 0,4% moins nombreuses qu'au trimestre précédent, soit 1 020 personnes de moins. Leur nombre est en baisse de 1,2% en un an.

Le nombre de personnes exerçant une activité réduite (cat. B, C) diminue au 3^e trimestre 2018 : -0,4%. La baisse concerne uniquement les personnes ayant exercé une activité de plus de 78h : -1,4%. Pour celles ayant exercé une activité de 78h ou moins, leur nombre est en hausse de 1,4% en trois mois.

Ce léger repli trimestriel pour les catégories B et C fait suite à une forte augmentation quasi continue depuis début 2009 et plus particulièrement pour les personnes en activité de plus de 78h par mois (cat. C), en lien avec des contrats de travail plus courts ou des emplois en intérim. En un an, le nombre de personnes inscrites en catégorie C augmente de 2,2%.

Ce sont les femmes qui restent les plus nombreuses à exercer une activité réduite : 70 460 femmes sont en moyenne inscrites en catégorie B ou C, pour 50 800 hommes. Le nombre de femmes augmente par ailleurs de 3,0% en un an, alors qu'il est en baisse de 1,3% pour les hommes. Seul le nombre de personnes de moins de 25 ans en activité réduite est en baisse en un an : -1,6% ; a contrario il progresse fortement pour celles âgées de 50 ans ou plus (+6,3%).

179 300 demandeurs d'emploi en catégories A, B, C concernés par le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC)

À fin septembre 2018, **179 300** demandeurs d'emploi en catégories A, B, C sont concernés par le plan d'investissement dans les compétences (*demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC - équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu - et infra-BAC*).

Ils représentent 61% des demandeurs d'emploi inscrit à fin septembre.

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI, PAR DÉPARTEMENT

Données brutes Septembre 2018	Demandeurs d'emploi cat. A,B,C	dont Demandeurs d'emploi cat. A,B,C Moins de 26 ans	Demandeurs d'emploi cat. A,B,C "PIC"	Proportion des DE "PIC" par département
Calvados	59 374	11 241	34 525	58%
Eure	53 934	10 072	34 016	63%
Manche	35 282	7 102	21 708	62%
Orne	21 953	4 262	14 669	67%
Seine-Maritime	121 711	24 251	74 400	61%
Normandie	292 254	56 928	179 318	61%

Source : Pôle emploi, STMT

La proportion des demandeurs d'emploi concernés par le plan d'investissement dans les compétences est inégale selon les territoires. Elle est inférieure à la moyenne régionale dans le Calvados (58%). Elle s'établit à 61% en Seine-Maritime, 62% dans la Manche, 63% dans l'Eure et elle atteint 67% dans l'Orne [cf. [Demande d'emploi 1](#)].

Au sein même des départements, il existe aussi des disparités. Les zones urbaines sont moins concernées par des populations pouvant bénéficier du PIC tandis que les pôles ruraux concentrent une proportion plus importante de personnes peu qualifiées [cf. [Demande d'emploi 2](#)].



➤ **16% ont moins de 26 ans**

16% des demandeurs d'emploi cible « PIC » ont moins de 26 ans, soit **29 200** personnes. Les jeunes sont ainsi moins représentés dans le public « PIC » que parmi les demandeurs d'emploi plus diplômés (25%). Ils sont en proportion un peu plus nombreux en Seine-Maritime (17%), en particulier dans les communautés de communes Aumale – Blangy-sur-Bresle et Bray – Eawy (19%). Ils sont, à l'inverse, moins représentés dans l'Eure, en particulier dans le sud du département [cf. Demande d'emploi 3].

➤ **30% ont 50 ans ou plus**

Fin septembre 2018, **53 200** inscrits concernés par le « PIC » ont 50 ans ou plus. Ils représentent ainsi 30% de ce public, soit deux fois plus qu'en considérant les demandeurs d'emploi « hors PIC ». Les seniors sont plus représentés dans la Manche (32%) et plutôt dans les zones plus rurales [cf. Demande d'emploi 4].

➤ **12% bénéficient d'une obligation d'emploi**

22 200 demandeurs d'emploi cible « PIC » bénéficient d'une obligation d'emploi. Ils sont plus représentés (12%) que parmi les demandeurs d'emploi non concernés par ce plan d'investissement (6%) et en particulier ils sont plus nombreux en proportion dans l'Eure et l'Orne, particulièrement sur l'axe de Bernay à Alençon [cf. Demande d'emploi 5].

➤ **13% résident dans un quartier de la politique de la ville (QPV)**

23 300 inscrits concernés par le « PIC » résident dans un QPV (soit 13%). La moitié d'entre eux réside en Seine-Maritime, notamment près du Havre et de Rouen. Dans la Manche, seuls 8% des demandeurs d'emploi cible « PIC » résident en QPV [cf. Demande d'emploi 6].

➤ **15% bénéficient du RSA**

À fin septembre 2018, **27 300** demandeurs d'emploi cible « PIC » bénéficient du RSA (soit 15%, contre 9% parmi les demandeurs d'emploi non concernés par le « PIC »). Ils sont en proportion plus nombreux dans l'Orne et en Seine-Maritime (17%). La quasi-totalité des communautés de communes de l'Orne est concernée alors que la situation est plus disparate en Seine-Maritime, avec les zones du Havre et de Dieppe davantage concernées (respectivement 23% et 22% des personnes bénéficiant du RSA). À l'inverse, les demandeurs d'emploi de l'Eure et de la Manche bénéficient moins fréquemment de ce dispositif (11%) [cf. Demande d'emploi 7].

➤ **51% sont inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an**

92 300 demandeurs d'emploi concernés par le « PIC » sont inscrits depuis un an ou plus à Pôle emploi (soit 51%). C'est dans l'Eure et la Seine-Maritime que le chômage de longue durée est le plus prégnant (53% dans ces deux départements), en lien avec un plus fort recours à l'activité réduite. Les demandeurs d'emploi de l'Orne sont un peu moins concernés (48%) [cf. Demande d'emploi 8].

BESOINS DE RECRUTEMENT ET MÉTIERS EN TENSION

23,1% des établissements envisagent de recruter en 2018

Parmi les établissements situés en Normandie, 23,1% envisagent de recruter au moins un salarié au cours de l'année 2018, soit une progression de 2,2 points par rapport à 2017. Cette proportion est sensiblement plus élevée que la moyenne dans l'industrie manufacturière (27,7%) ainsi que dans le bassin du Sud-Manche (28,6%).

Les services, particulièrement les « services scientifiques, techniques, administratifs et de soutien », principaux recruteurs

Les établissements normands envisagent collectivement **92 211** embauches en 2018. Cela représente une hausse de 25% par rapport à 2017 (soit 18 159 projets de plus). Trois projets de recrutement sur dix sont localisés dans les bassins de Rouen ou de Caen, ces bassins rassemblant à eux seuls 27 700 des 92 200 projets de la région.

La hausse régionale du nombre d'intentions d'embauche concerne tous les secteurs d'activité. Elle est particulièrement soutenue dans l'industrie manufacturière (+89%, soit +5 400 embauches par rapport à 2017), qui devient ainsi le second pôle de recrutement avec 11 391 projets de recrutement. Avec une hausse de 17% du nombre de projets de recrutement, le secteur des services demeure le premier pôle de recrutement en Normandie. Il représente 61% du total des projets (soit 55 800 projets). Le secteur des « services scientifiques, techniques, administratifs et de soutien » concentre 12 800 embauches potentielles (+3 500 projets en un an), juste devant la « santé humaine et action sociale » (12 300 projets d'embauche, soit le même potentiel d'emploi qu'en 2017).

Le secteur du commerce est à l'origine de 11 171 projets de recrutement (12% des intentions d'embauche régionales), en progression de 24%.

40% des projets de recrutement sont jugés difficiles en 2018

37 077 embauches potentielles sont jugées difficiles à pourvoir, soit 40% des recrutements envisagés par les employeurs normands. Cette proportion est en augmentation d'1 point par rapport à l'année passée. La plupart des secteurs d'activité sont concernés par la hausse des difficultés, à l'exception de l'industrie manufacturière et du commerce.

Le secteur de la construction reste celui où les difficultés exprimées sont les plus importantes (57%). Les bassins d'emploi où sont enregistrées les plus fortes difficultés de recrutement sont ceux du Sud-Manche (63%) et de Bayeux (60%).

Les emplois à caractère saisonnier représentent 29% des projets de recrutement

Les intentions d'embauche liées à une activité saisonnière représentent 29% de l'ensemble des projets normands (26 816 recrutements potentiels). Ce taux baisse de 15 points en un an.

Les employeurs des secteurs de l'agriculture (64%) et de l'hébergement-restauration (55%) expriment majoritairement des projets de recrutement à caractère saisonnier. Ce sont dans les bassins de Bayeux et du Tréport que ce ratio est le plus élevé (respectivement 47% et 46%). A contrario, c'est dans le bassin du Havre que ce taux est le plus bas cette année (16%).

LES MÉTIERS EN TENSION EN NORMANDIE

Normandie	Offres	Offres durables
> 10 métiers en tension		
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	4 040	1 761
Personnel de cuisine	3 485	2 014
Assistance auprès d'adultes	3 435	2 274
Relation commerciale auprès de particuliers	2 631	2 557
Comptabilité	2 306	1 250
Mécanique automobile	2 277	1 480
Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation	1 410	709
Installation d'équipements sanitaires et thermiques	1 254	390
Soins infirmiers généralistes	1 199	403
Personnel d'étage	882	298

Source : Pôle emploi, enquête BMO 2018

FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI

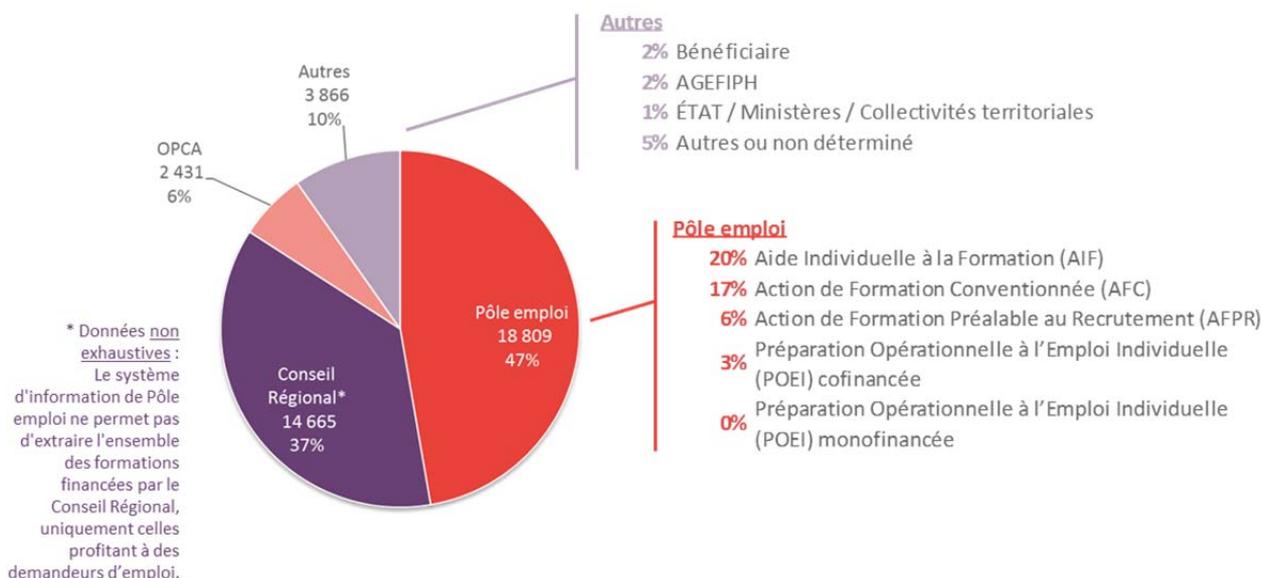
39 800 formations ont débuté en Normandie en 2017

Après le plan gouvernemental « 500 000 formations supplémentaires », le nombre d'entrées en formation reste à un niveau élevé et passe de 48 280 à 39 770 en Normandie entre 2016 et 2017 (-17,7%). Pour mémoire, avant les plans gouvernementaux, 29 840 formations ont débuté en 2015.

Une offre de formation organisée entre les partenaires régionaux

En 2017, 47% des formations prescrites à des demandeurs d'emploi sont financées ou cofinancées par Pôle emploi, soit 7 points de moins qu'en 2016. Les formations de type AIF représentent la part la plus importante : 20% des formations normandes (en moyenne nationale, ce type de formation concentre 23% des entrées en formation). Les AFC arrivent en second et concernent près d'une formation sur six dans la région en 2017. 37% des formations sont financés par le Conseil Régional, soit 4 points de plus qu'en 2016.

RÉPARTITION DES ENTRÉES EN FORMATION, PAR FINANCEUR ET TYPE DE FORMATION



Source : Pôle emploi, Fichier historique - SISF

La moitié des formations est certifiante ou professionnalisante

38% des formations normandes sont certifiantes et 11% sont professionnalisantes. Les formations ayant pour objectif le perfectionnement, élargissement des compétences (10%) ou la mobilisation, l'aide à l'élaboration d'un projet professionnel (10%) sont plus fréquemment dispensées dans la région par rapport aux moyennes nationales, en lien notamment avec le niveau de formation plus faible des demandeurs d'emploi normands.

Des formations adaptées aux besoins de demandeurs d'emploi et aux caractéristiques des territoires

Plus de 7 600 formations débutées en 2017 concernent le « développement personnel et professionnel » (20% des entrées en formation dont le champ est renseigné, contre 16% en moyenne nationale). En particulier, plus des trois quarts d'entre elles portent sur l'accompagnement vers l'emploi, la mise à niveau et l'orientation professionnelle.

8% des entrées en formation s'effectuent dans la « manutention » (soit un point de plus qu'en moyenne nationale), dont 48% sont des formations chariot automoteur.

Les demandeurs d'emploi seinomarins représentent 41% des stagiaires normands en 2017 (14% dans le seul bassin de Rouen).

Plus de 8 300 formations concernent des demandeurs d'emploi du Calvados. Elles concernent 21% des formations normandes, contre une représentation moyenne de 20% dans la demande d'emploi.

En lien avec la connaissance des territoires des acteurs et partenaires locaux, des besoins des entreprises et des besoins des demandeurs d'emploi, les formations proposées sont adaptées sur chaque bassin d'emploi de la région : orientation professionnelle et mise à niveau pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, formations industrielles ou de service à l'industrie dans les territoires où cette activité est particulièrement présente, auxiliaire de vie, travaux paysagers ou encore sensibilisation internet dans les territoires ruraux, bureautique, vente et distribution dans les zones plus urbaines et restauration dans les zones touristiques.

[cf. Entrées en formation 1 à 5]

RÉPARTITION DES ENTRÉES EN FORMATION, PAR DÉPARTEMENT

	2016	2017
Calvados	10 580	8 349
Eure	8 169	6 765
Manche	5 806	5 223
Orne	4 153	3 313
Seine-Maritime	19 567	16 121
Normandie	48 275	39 771

Source : Pôle emploi, Fichier historique

57,1% des demandeurs d'emploi accèdent à l'emploi dans les six mois qui suivent la fin de la formation.

Parmi les 30 700 demandeurs d'emploi ayant terminé leur formation au cours de l'année 2017, 57,1% d'entre eux ont eu accès à l'emploi dans les 6 mois qui ont suivi la fin de la formation. En lien avec les besoins des entreprises et directement orientées vers le retour à l'emploi, les formations de type « AFPR » suivies en 2017 ont permis à 84,4% des bénéficiaires de retrouver un emploi. De la même façon, 75,1% des

personnes ayant terminé une POE ont trouvé un emploi. Les AIF permettent une adaptation très individualisée aux besoins des personnes. 59,3% des personnes ayant suivi ce type de formation au cours de l'année 2017 ont aussi trouvé un emploi dans les six mois qui ont suivi la fin de la formation.

Parmi les formations dans lesquelles plus de 500 personnes ont terminé une session en 2017, ce sont les formations en lien avec le transport, la défense, l'hôtellerie restauration ou encore le travail des matériaux qui mènent le plus à l'emploi.

TAUX D'ACCÈS À L'EMPLOI, PAR CHAMP DE FORMATION

Données brutes - Cumul 2017	Sortants de formation	Taux d'accès à l'emploi
Champs de formation		
Transport	2 310	74,2%
Défense prévention sécurité	831	70,0%
Hôtellerie restauration	1 289	68,6%
Travail matériau	889	67,6%
Commerce	1 763	64,9%
Manutention	2 282	63,8%
Électrotechnique	637	63,6%
Santé secteur sanitaire	1 873	62,5%
Direction d'entreprise	1 740	59,8%
Action sociale	1 958	57,9%

Source : Pôle emploi, Fichier historique

EN SAVOIR PLUS



pole-emploi-normandie.fr >> Marché du travail >> Les publications statistiques



pole-emploi.org >> Marché du travail >> Statistiques et Analyses

Responsable de la rédaction
Frédérique PELLIER

Réalisation
Service Statistiques, Études et Évaluation

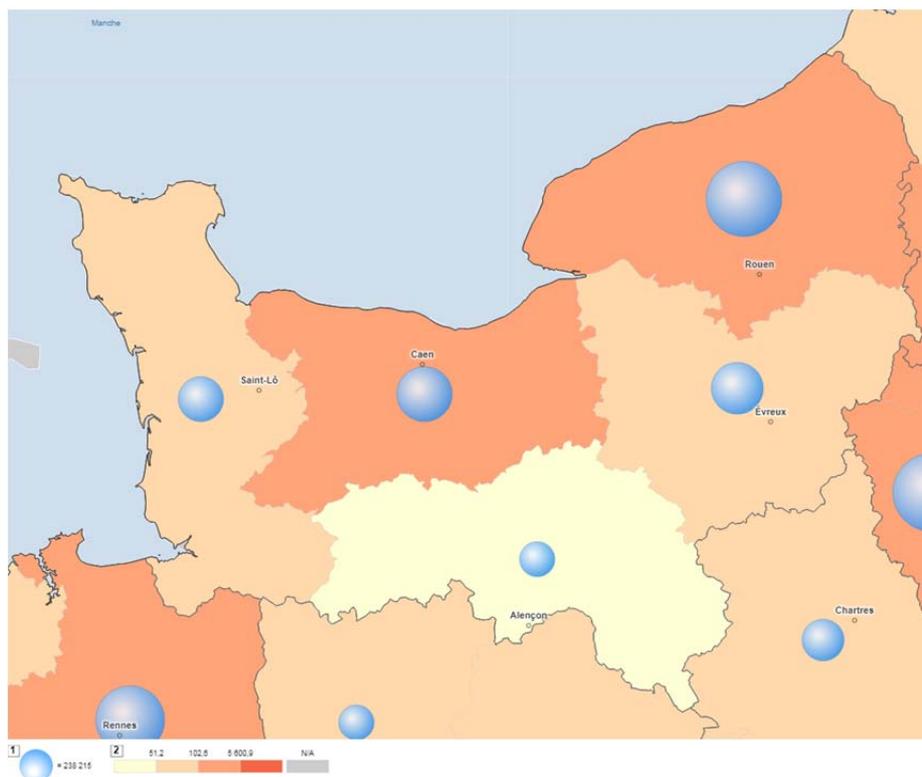
pole-emploi-normandie.fr

Pôle emploi Normandie
Le Floral – CS 92053
90 avenue de Caen
76040 Rouen Cedex 1



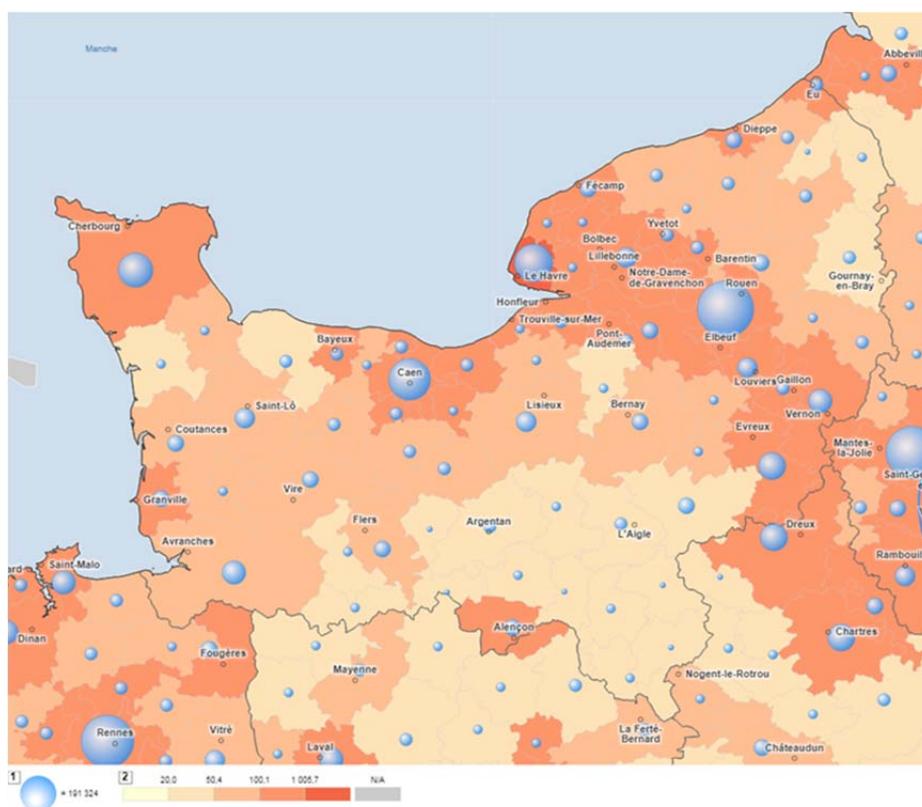
Démographie 1 - Population et densité de population par département

(source : INSEE - 2015)



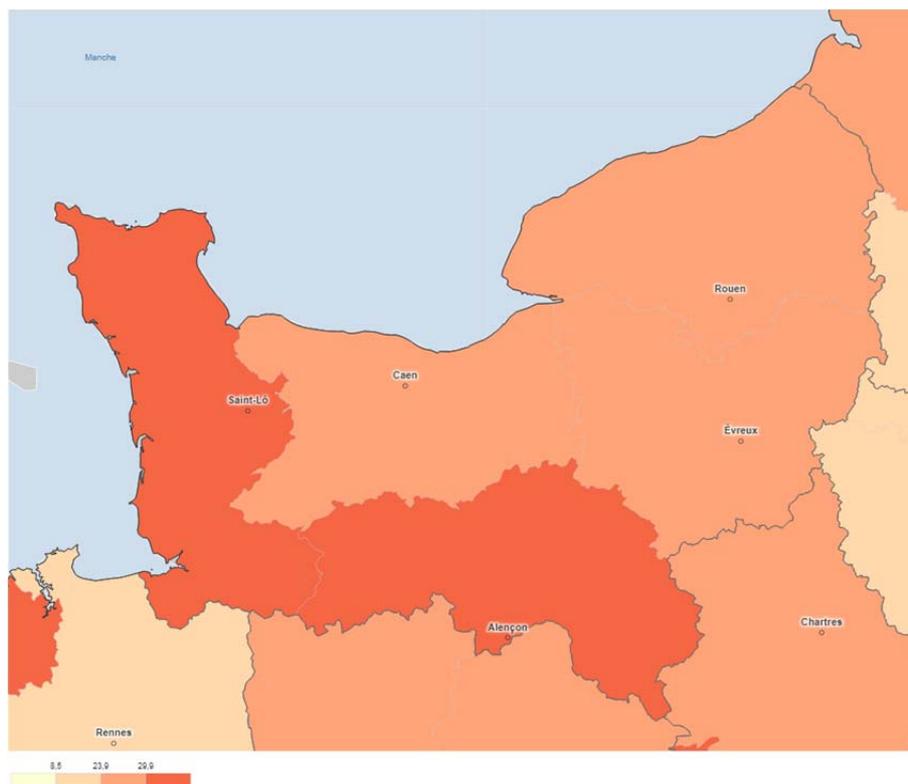
Démographie 2 - Population et densité de population par EPCI

(source : INSEE - 2015)



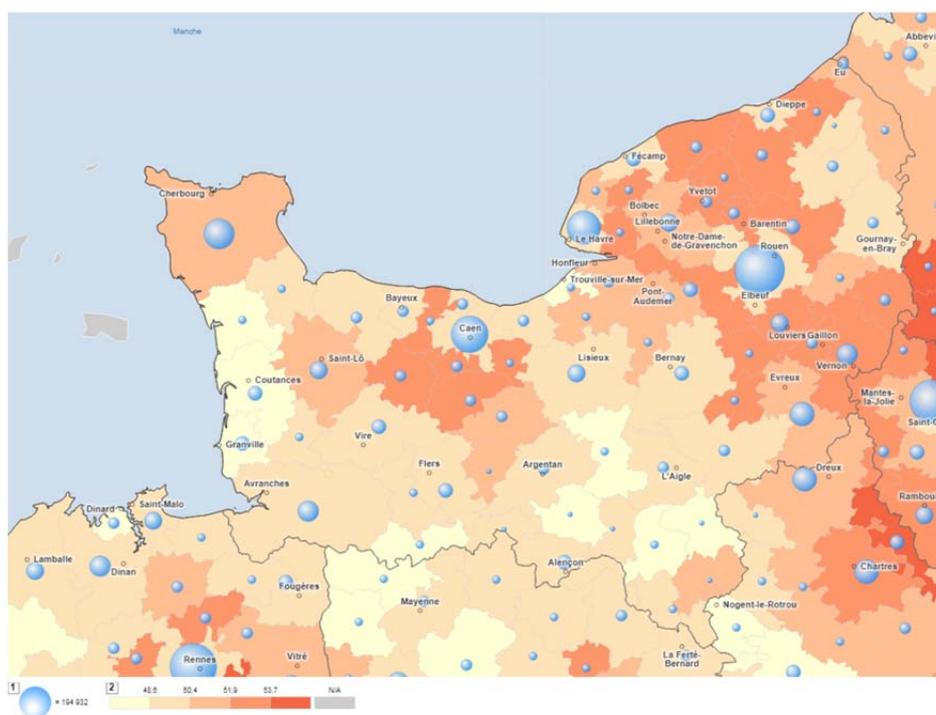
Démographie 5 - Population des plus de 60 ans par département au 1^{er} janvier 2018

(source : INSEE)

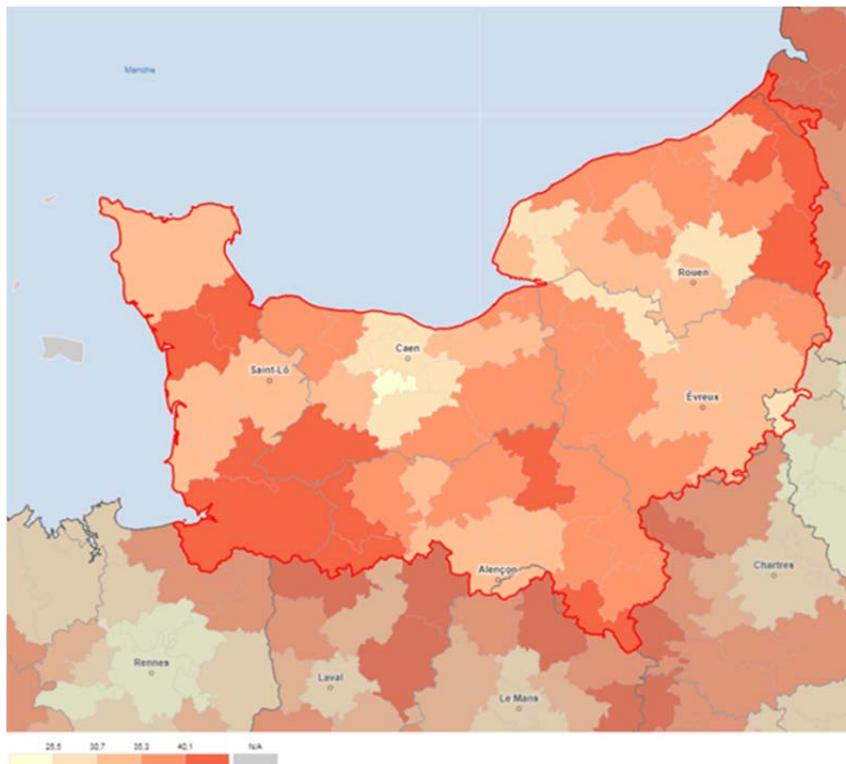


Démographie 6 - Population de 25 à 65 ans

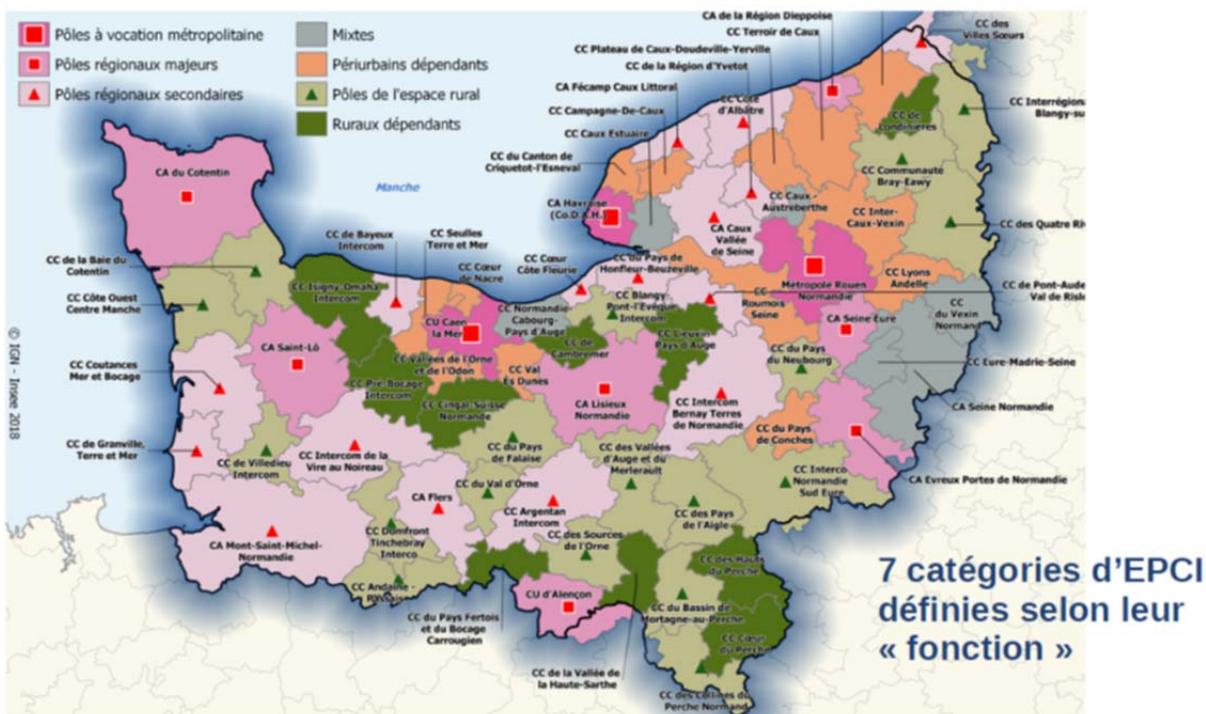
(source : INSEE - 2015)



Démographie 7 - Part des peu ou pas diplômé(s) dans la population non scolarisée de 15 ans ou plus (source : INSEE - 2015)

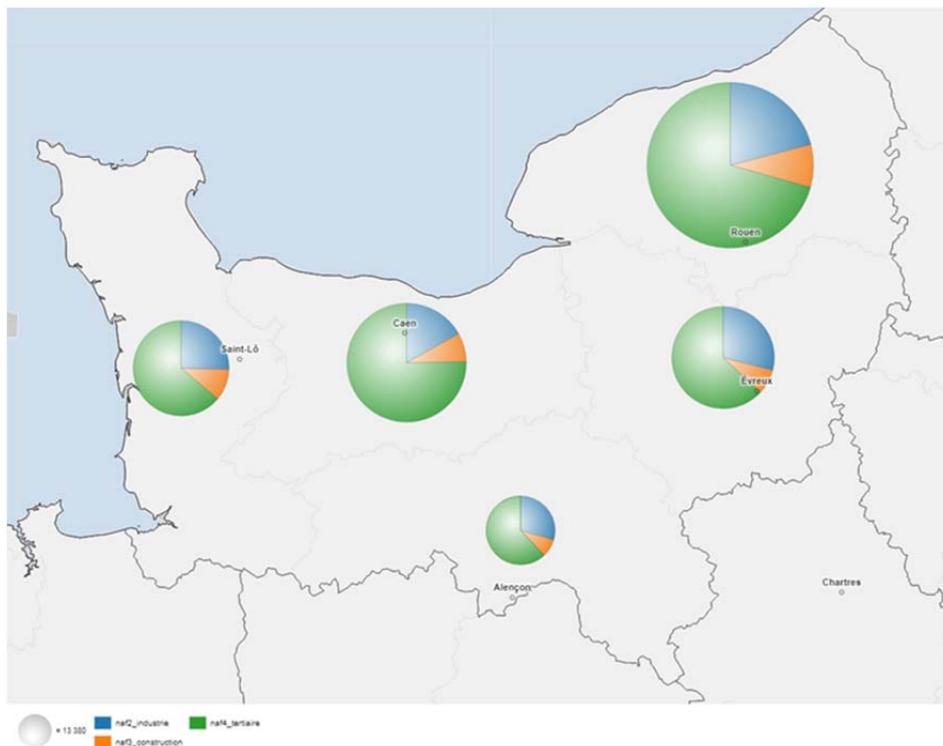


Démographie 8 - EPCI selon leur fonction sur le territoire (source : INSEE)



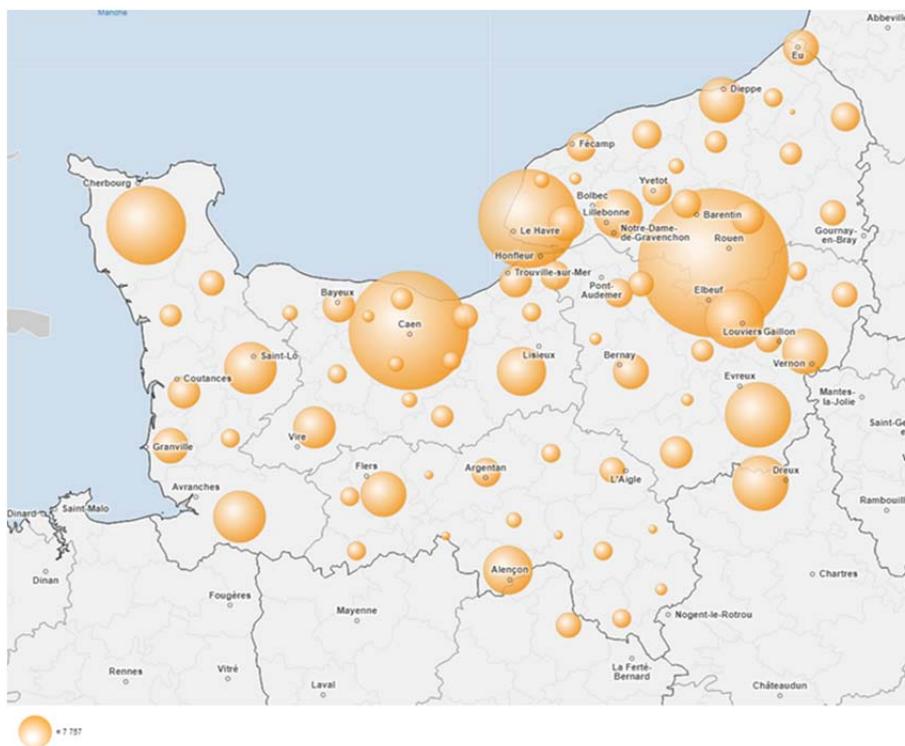
Emploi 1 : Répartition de l'emploi salarié par secteur d'activité et département

(source : ACOSS - 2017)



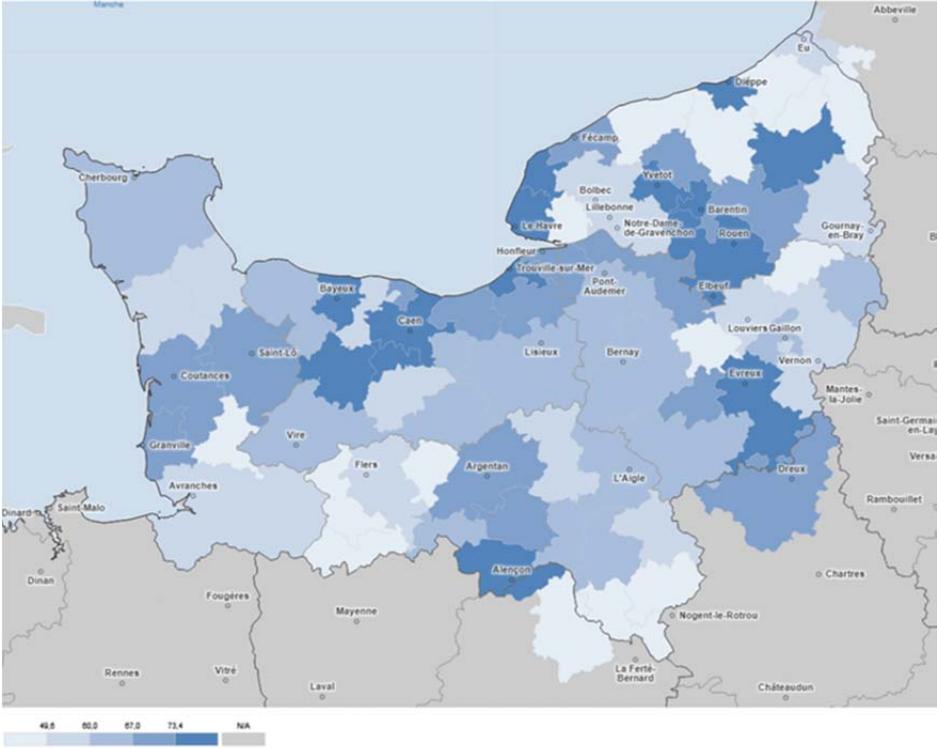
Emploi 2 : Répartition de l'emploi salarié, par EPCI

(source : ACOSS - 2017)



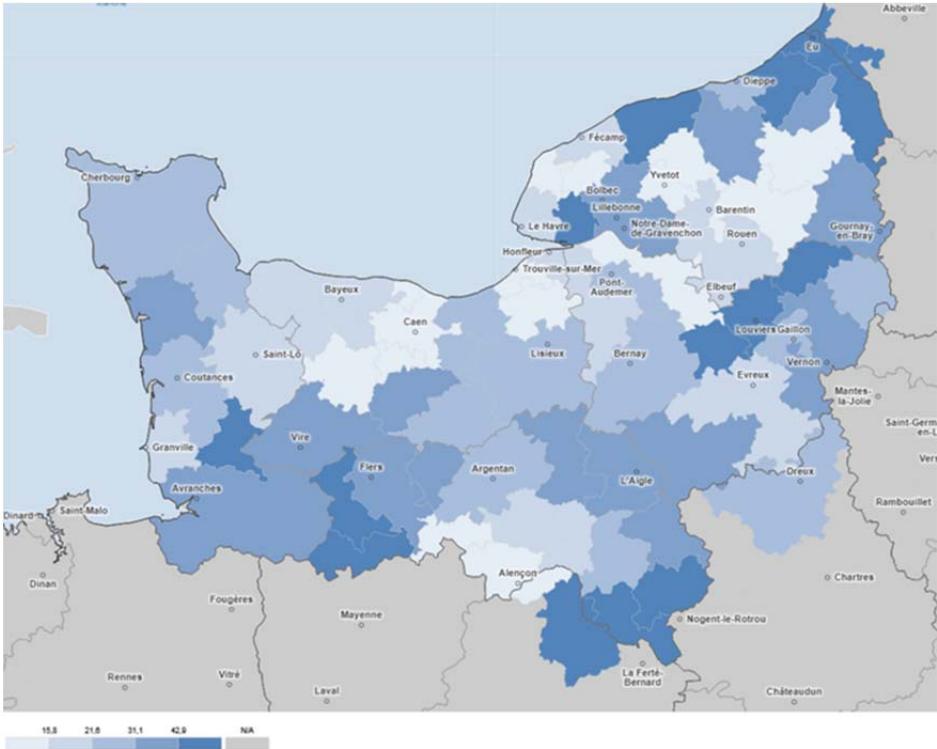
Emploi 3 : Part du tertiaire dans l'emploi salarié, par EPCI

(source : ACOSS - 2017)



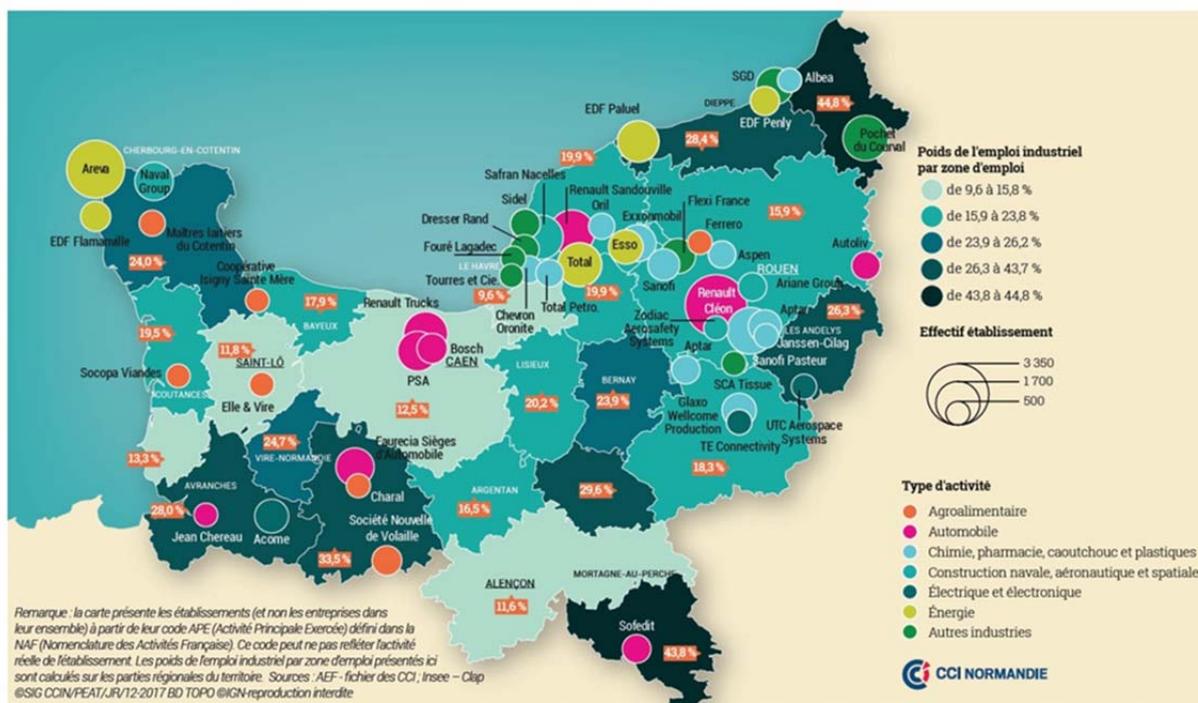
Emploi 4 : Part de l'industrie dans l'emploi salarié, par EPCI

(source : ACOSS - 2017)



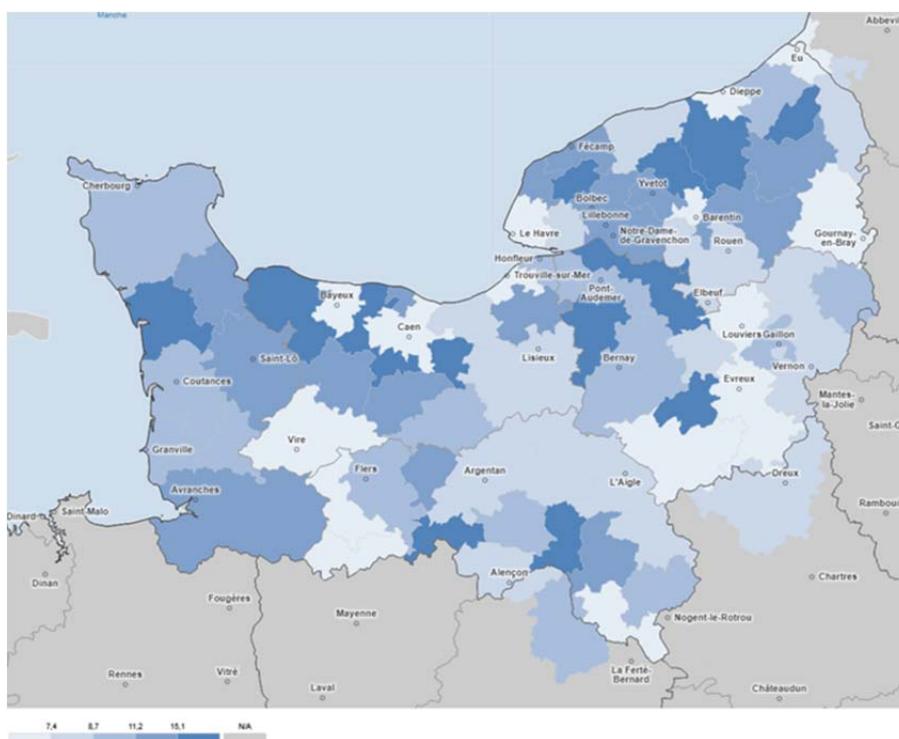
Emploi 5 : Principaux établissements industriels (plus de 500 salariés) et poids de l'emploi industriel, par zone d'emploi

(source : CCI / INSEE - 2017)



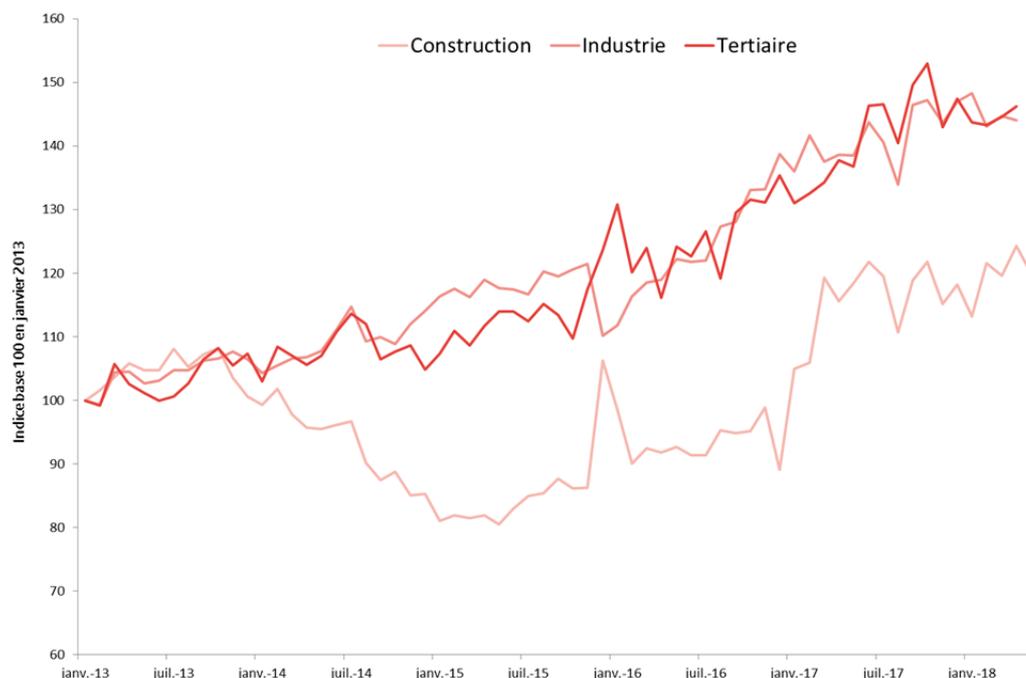
Emploi 6 : Part de la construction dans l'emploi salarié, par EPCI

(source : ACOSS - 2017)



Intérim 1 : Évolution du nombre d'intérimaires, par grand secteur d'activité

(source : Pôle emploi / Fichier intérim – SISF – janvier 2013 à mai 2018)



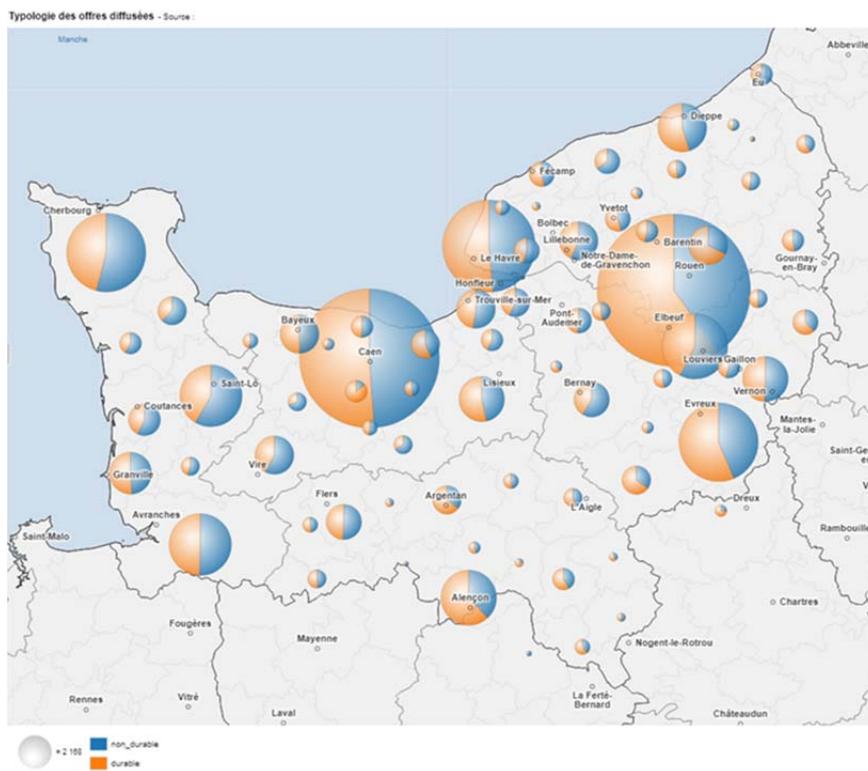
Intérim 2 : Répartition du nombre d'intérimaires, par grand secteur d'activité et principaux secteurs utilisateurs

(source : Pôle emploi / Fichier intérim – SISF – janvier 2013 à mai 2018)

Données CVS	Mai 2018	Évolution mensuelle	Évolution annuelle	Proportion Mai 2018
Agriculture	320	+16,6%	-3,9%	0,7%
Industrie, dont :	25 326	-1,3%	+2,7%	53,6%
<i>Fabrication d'autres produits industriels</i>	11 890	-7,2%	+3,9%	25,2%
<i>Fabrication de matériels de transport</i>	5 246	+23,0%	-11,0%	11,1%
<i>Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac</i>	4 154	-4,3%	+14,9%	8,8%
<i>Fabrication d'équip. électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines</i>	2 646	-3,3%	+6,4%	5,6%
<i>Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution</i>	1 268	-7,9%	+13,1%	2,7%
Construction	9 012	-3,6%	+1,2%	19,1%
Tertiaire, dont :	12 609	-0,8%	+6,0%	26,7%
<i>Transports et entreposage</i>	4 172	+1,7%	+15,2%	8,8%
<i>Activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien</i>	3 391	-2,1%	-4,2%	7,2%
<i>Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles</i>	2 814	-4,1%	+3,8%	6,0%
<i>Administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale</i>	712	-3,7%	+11,4%	1,5%
<i>Hébergement et restauration</i>	588	+5,7%	+29,1%	1,2%
Normandie	47 267	-1,5%	+3,2%	100,0%

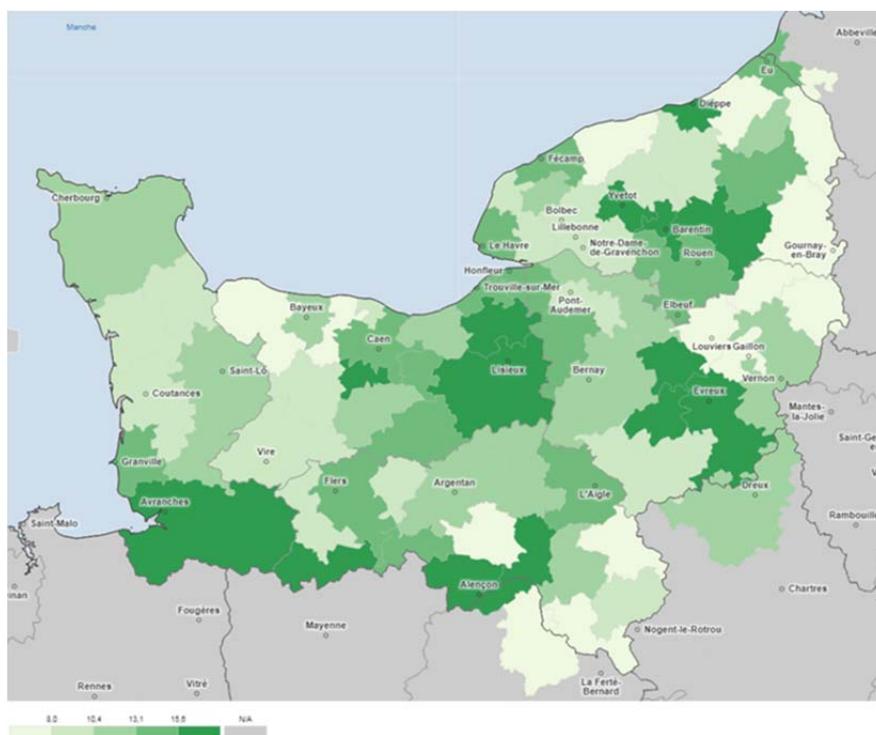
Offres 1 : Répartition des offres d'emploi diffusées, selon leur typologie

(source : Pôle emploi / STMT et Offres partenaires – Cumul 2017)



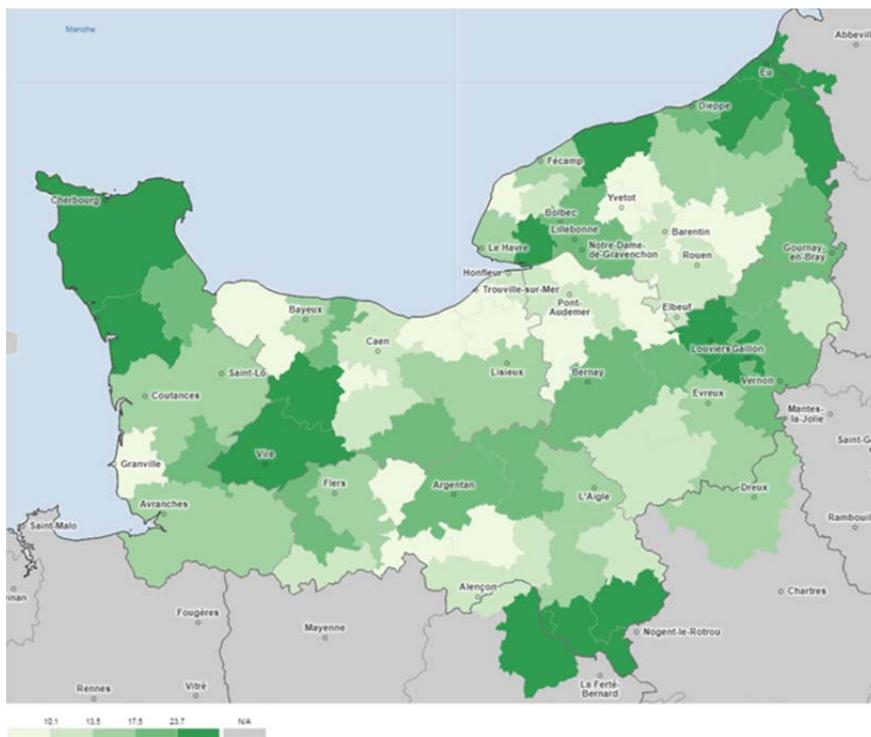
Offres 2 : Part des offres d'emploi diffusées dans le commerce, par EPCI

(source : Pôle emploi / STMT et Offres partenaires – Cumul 2017)

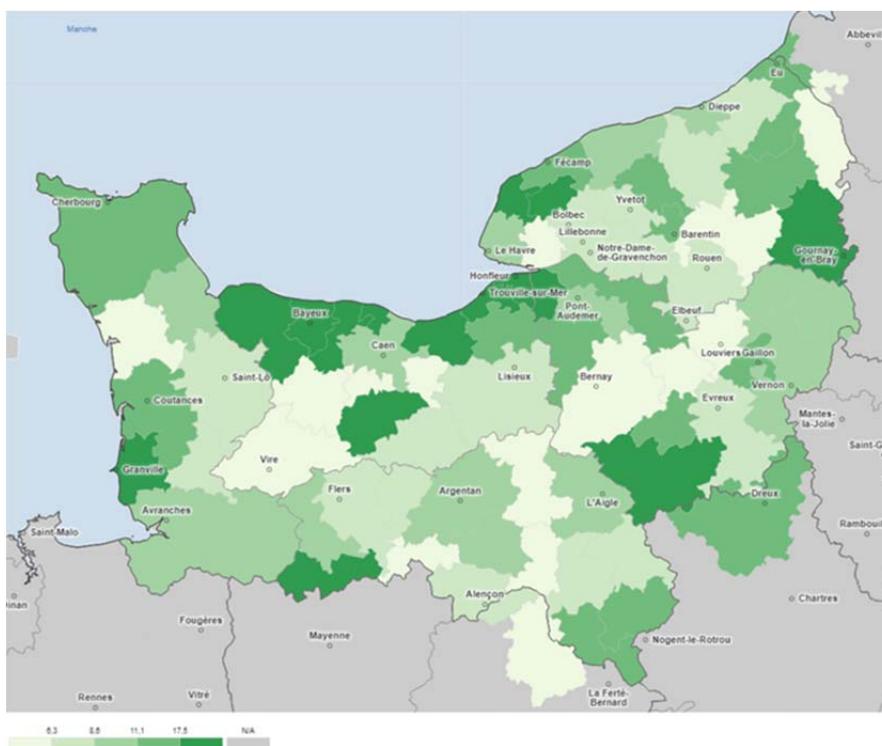


Offres 3 : Part des offres d'emploi diffusées dans l'industrie, par EPCI

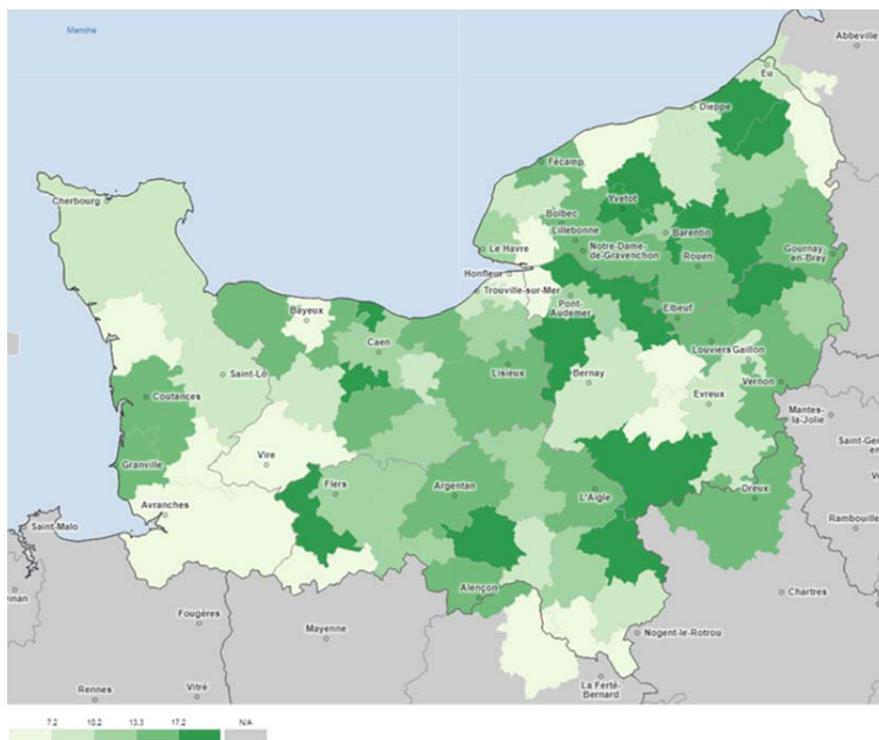
(source : Pôle emploi / STMT et Offres partenaires – Cumul 2017)



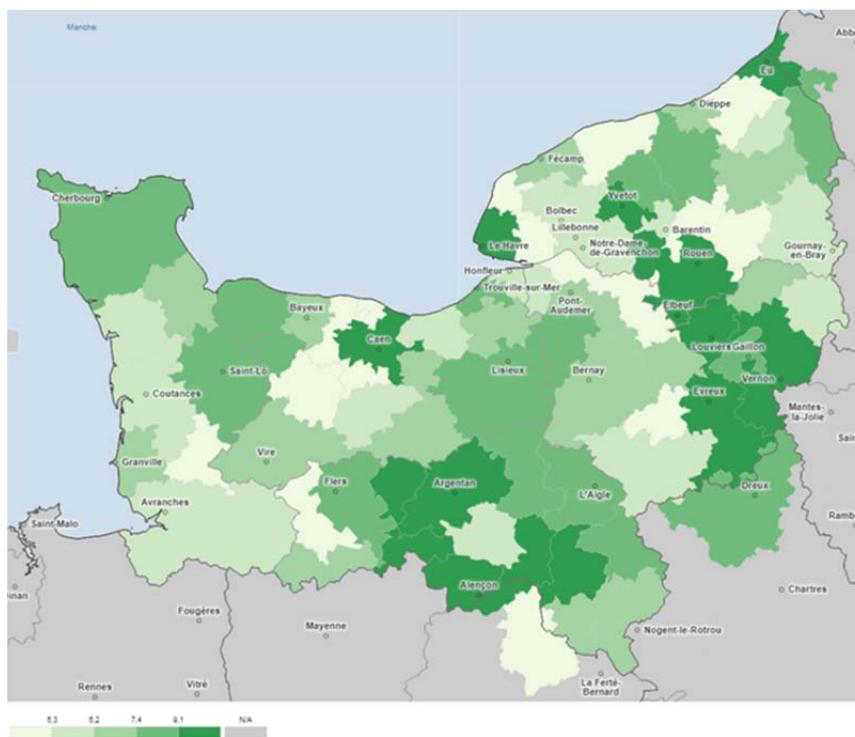
Offres 4 : Part des offres d'emploi diffusées dans l'hôtellerie restauration, tourisme, loisirs et animation, par EPCI (source : Pôle emploi / STMT et Offres partenaires – Cumul 2017)



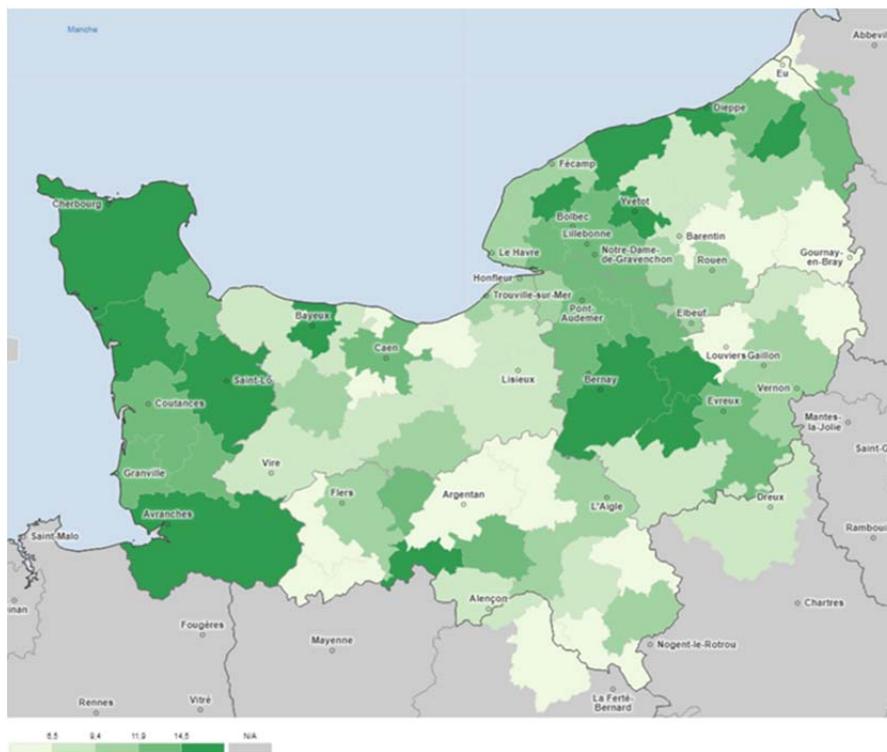
Offres 5 : Part des offres d'emploi diffusées dans les services à la personne et à la collectivité, par EPCI (source : Pôle emploi / STMT et Offres partenaires – Cumul 2017)



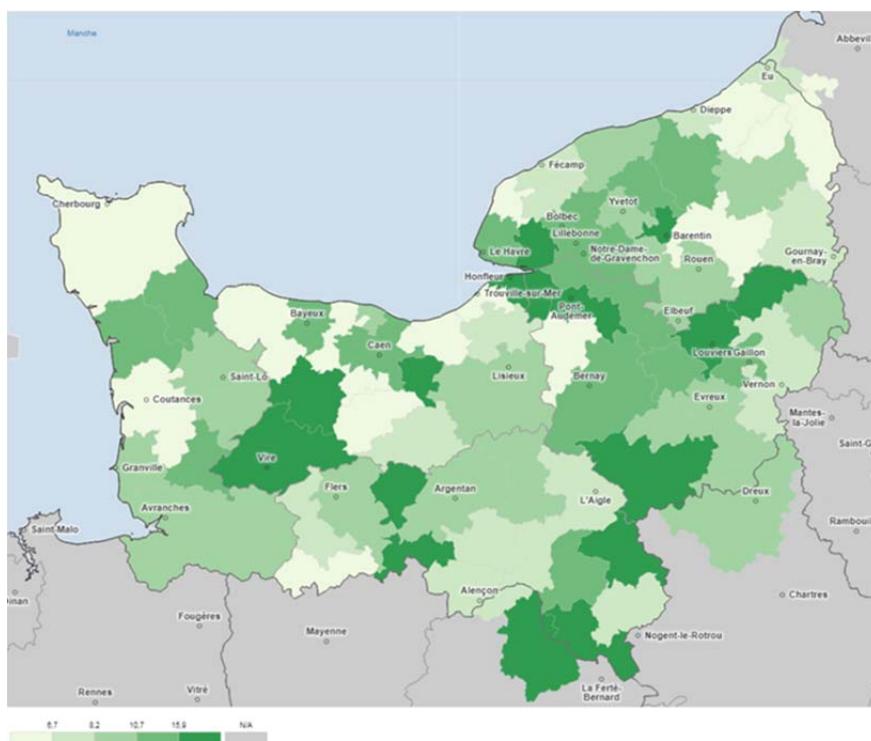
Offres 6 : Part des offres d'emploi diffusées dans la construction, le bâtiment et les travaux publics, par EPCI (source : Pôle emploi / STMT et Offres partenaires – Cumul 2017)



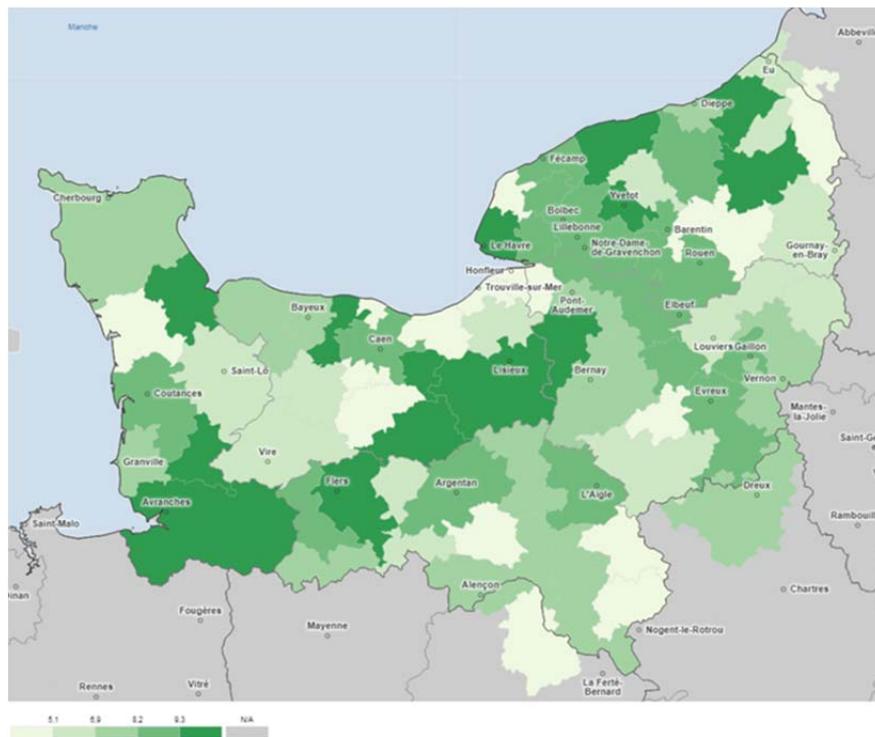
Offres 7 : Part des offres d'emploi diffusées dans le support à l'entreprise, par EPCI
(source : Pôle emploi / STMT et Offres partenaires – Cumul 2017)



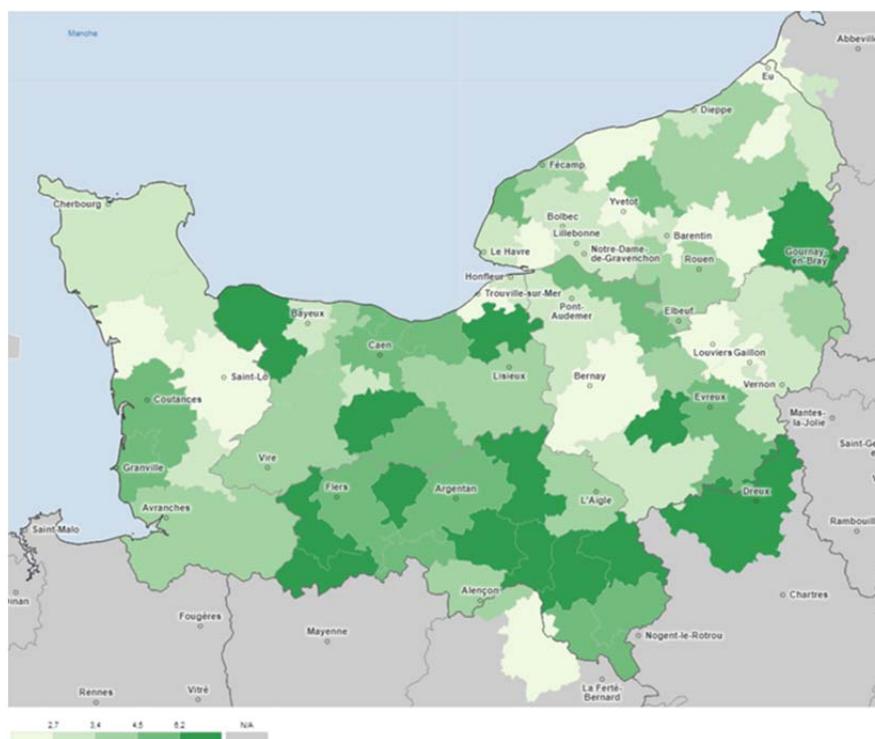
Offres 8 : Part des offres d'emploi diffusées dans le transport et la logistique, par EPCI
(source : Pôle emploi / STMT et Offres partenaires – Cumul 2017)



Offres 9 : Part des offres d'emploi diffusées dans l'installation et maintenance, par EPCI
(source : Pôle emploi / STMT et Offres partenaires – Cumul 2017)

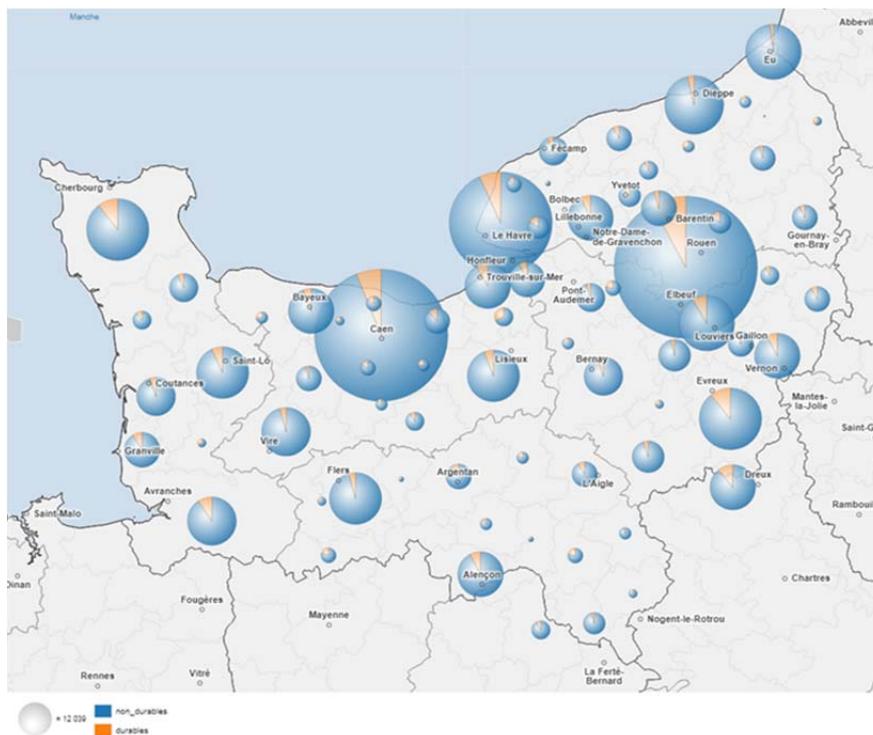


Offres 10 : Part des offres d'emploi diffusées dans la santé, par EPCI
(source : Pôle emploi / STMT et Offres partenaires – Cumul 2017)



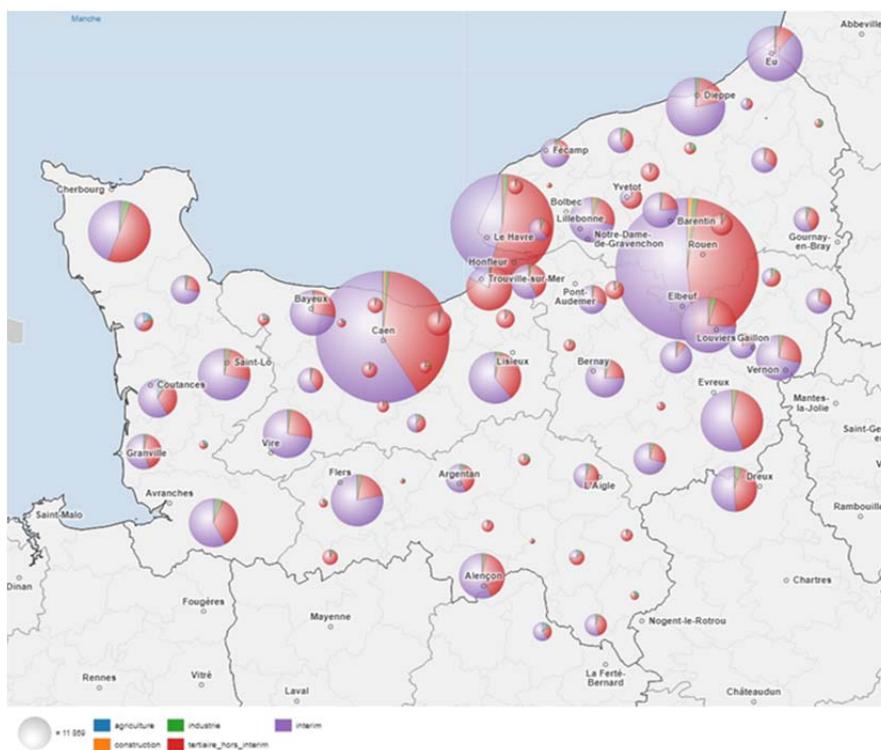
DPAE 1 : Répartition des DPAE, selon leur typologie, par EPCI

(source : ACOSS / traitement Pôle emploi – Cumul 1^{er} semestre 2018)

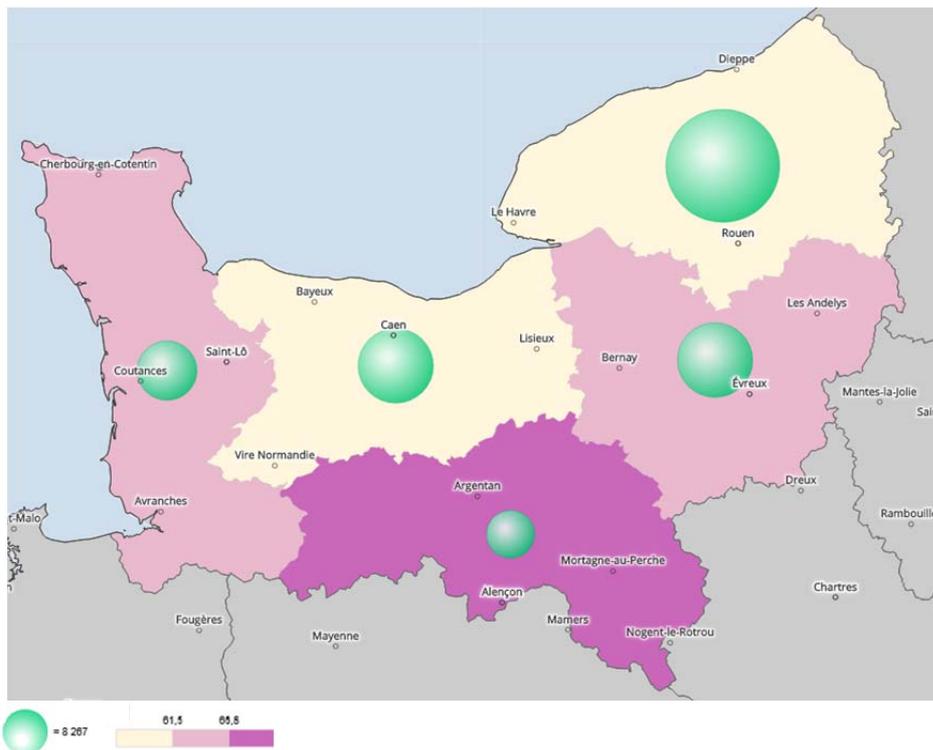


DPAE 2 : Répartition des DPAE, selon leur typologie, par EPCI

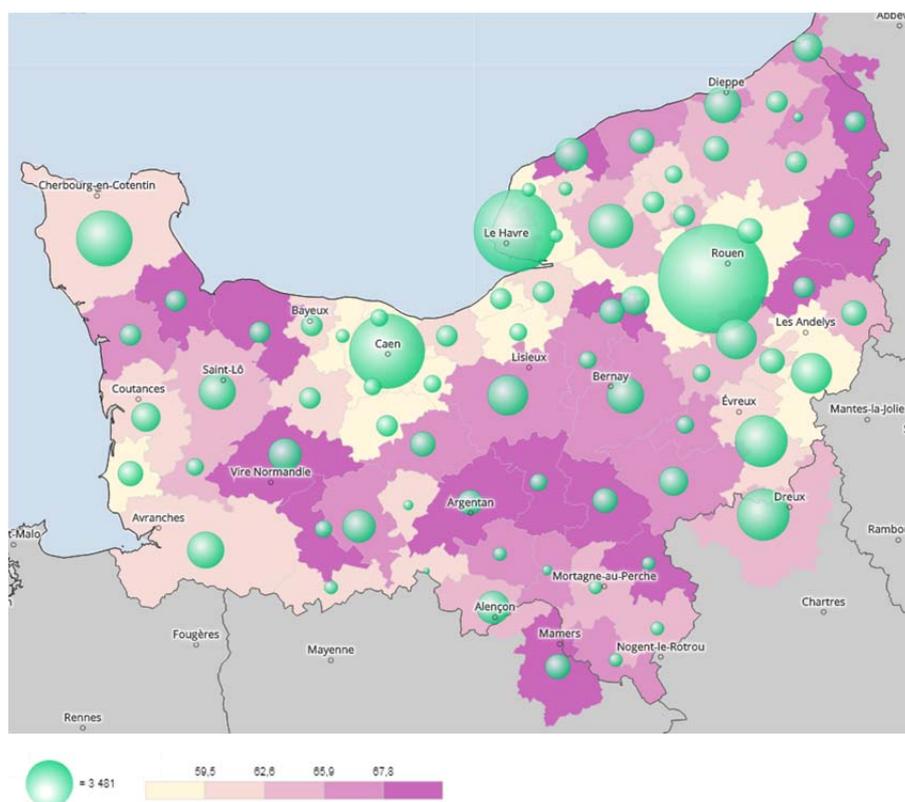
(source : ACOSS / traitement Pôle emploi – Cumul 1^{er} semestre 2018)



Demande d'emploi 1 : Part du public PIC dans la demande d'emploi ABC et volume de demandeurs d'emploi ABC à septembre 2018, par département (source : Pôle emploi / STMT)

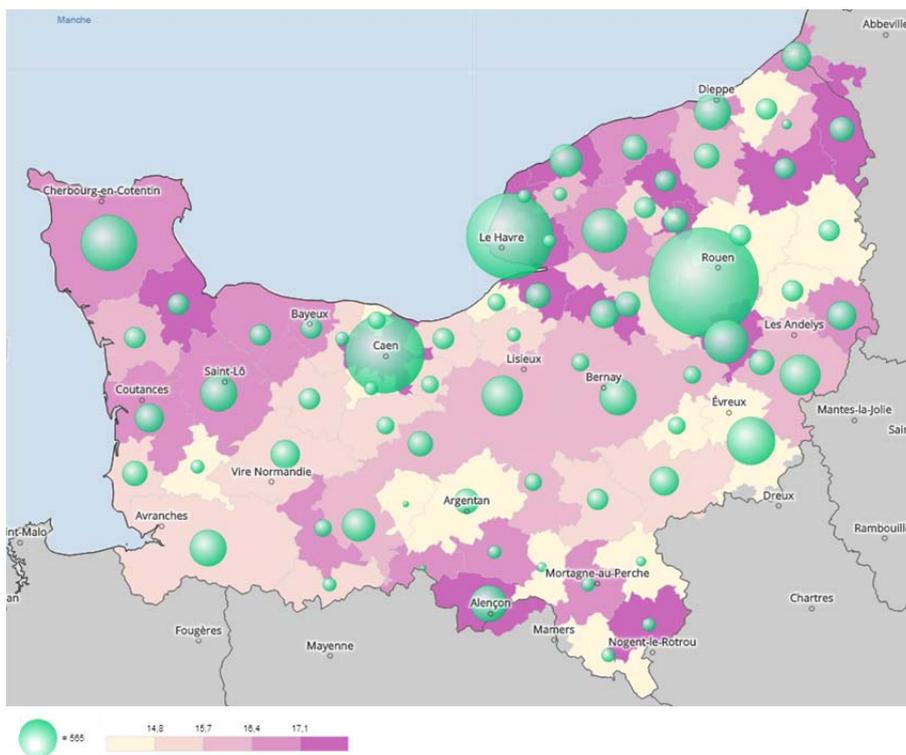


Demande d'emploi 2 : Part du public PIC dans la demande d'emploi ABC et volume de demandeurs d'emploi ABC à septembre 2018, par EPCI (source : Pôle emploi / STMT)



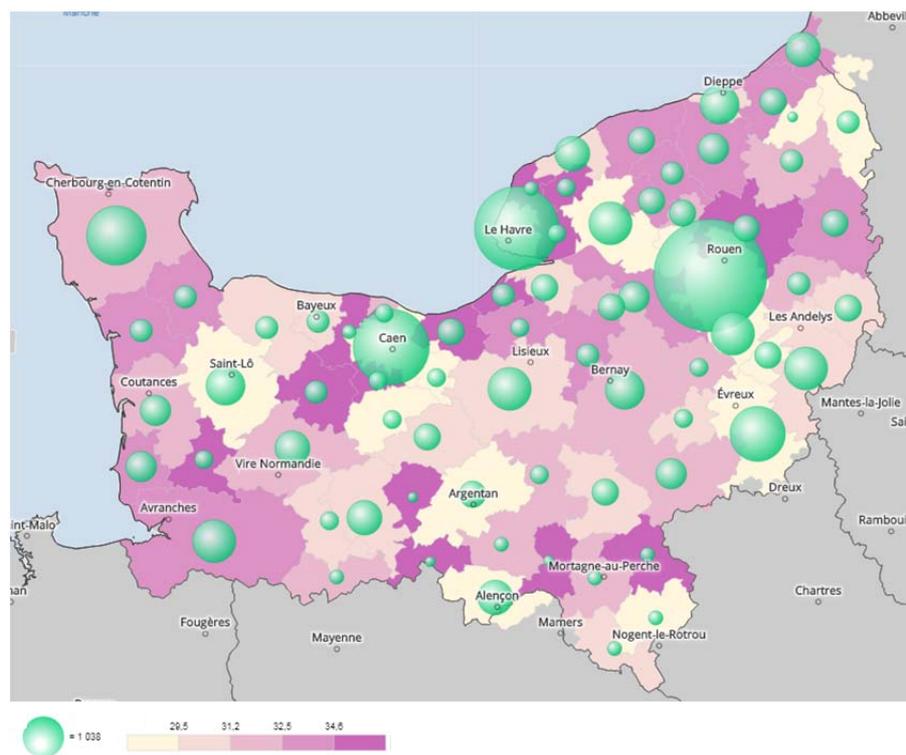
Demande d'emploi 3 : Demandeurs d'emploi « PIC » de moins de 26 ans (cat. A, B, C), à fin septembre 2018, par EPCI. Et part dans l'ensemble de la demande d'emploi « PIC » (cat. A, B, C) de l'EPCI

(source : Pôle emploi / STMT)

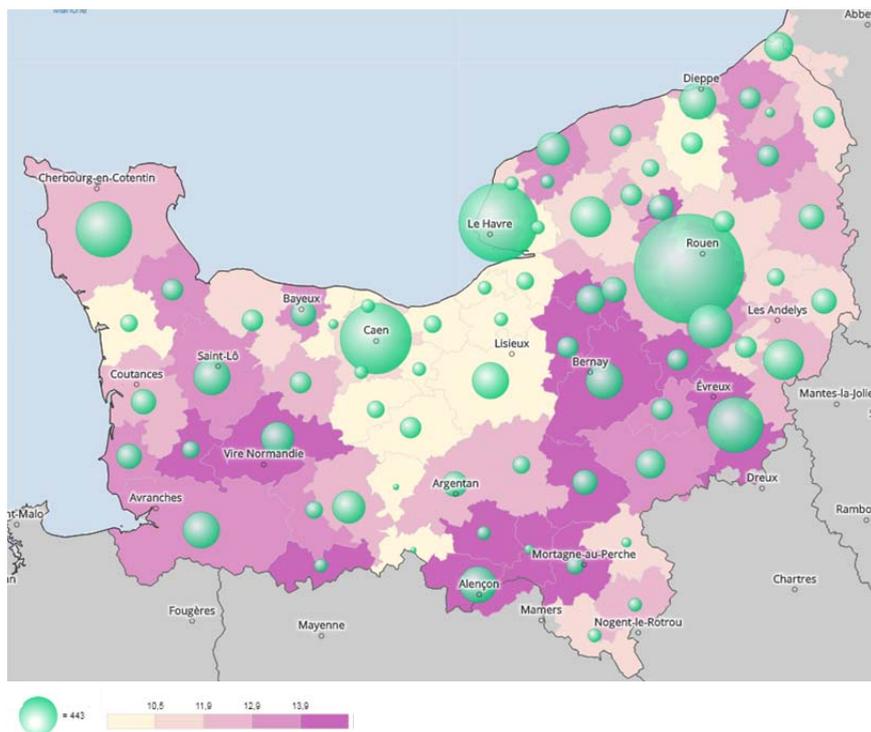


Demande d'emploi 4 : Demandeurs d'emploi « PIC » de 50 ans ou plus (cat. A, B, C), à fin septembre 2018, par EPCI. Et part dans l'ensemble de la demande d'emploi « PIC » (cat. A, B, C) de l'EPCI

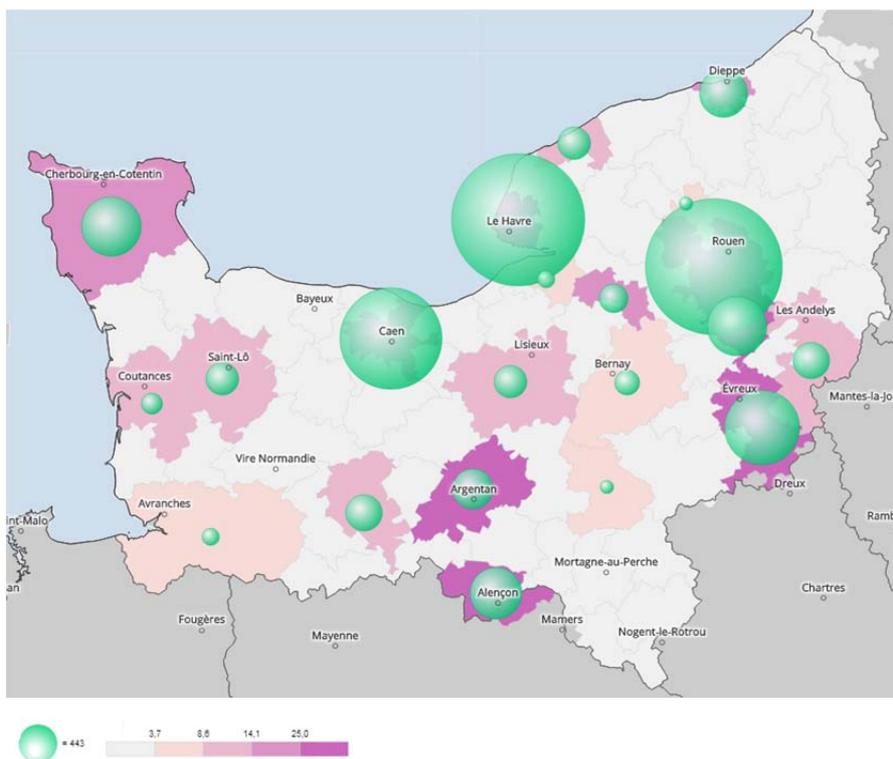
(source : Pôle emploi / STMT)



Demande d'emploi 5 : Demandeurs d'emploi « PIC » bénéficiaires de l'obligation d'emploi (cat. A, B, C), à fin septembre 2018, par EPCI. Et part dans l'ensemble de la demande d'emploi « PIC » (cat. A, B, C) de l'EPCI
 (source : Pôle emploi / STMT)

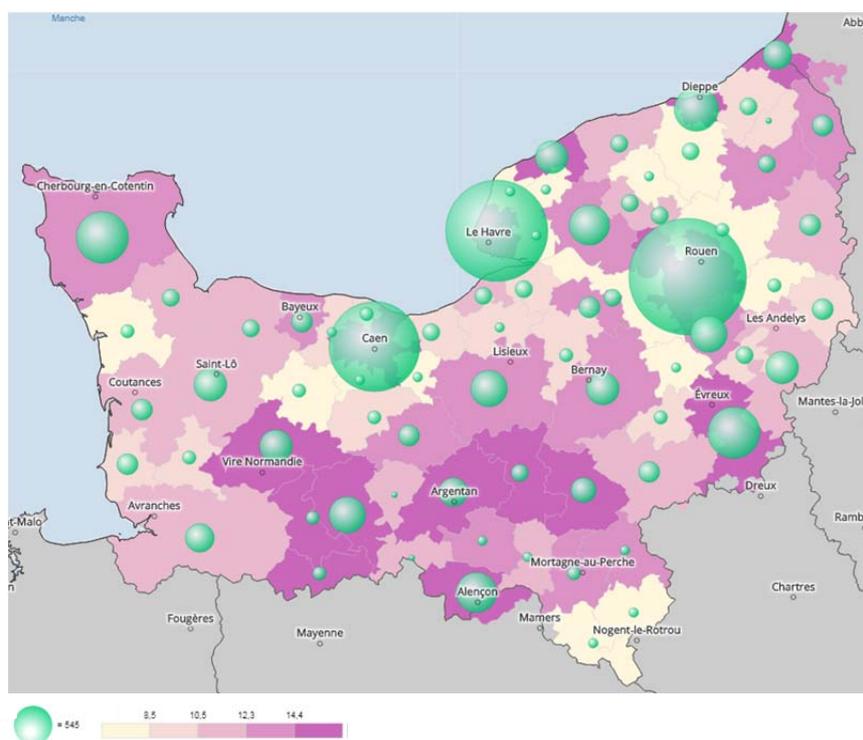


Demande d'emploi 6 : Demandeurs d'emploi « PIC » résidant en QPV (cat. A, B, C), à fin septembre 2018, par EPCI. Et part dans l'ensemble de la demande d'emploi « PIC » (cat. A, B, C) de l'EPCI
 (source : Pôle emploi / STMT)



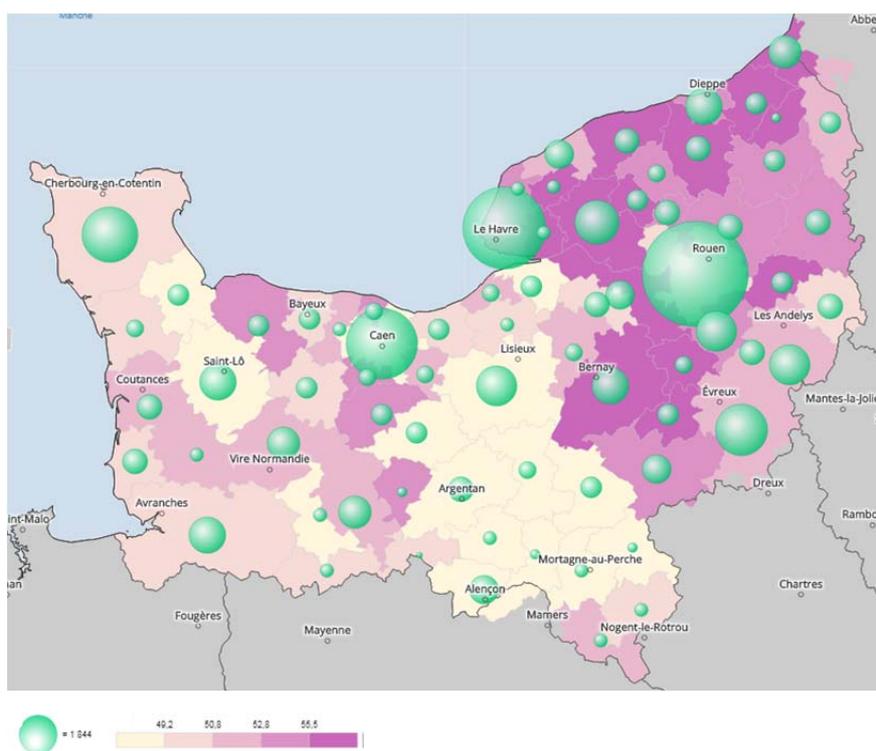
Demande d'emploi 7 : Demandeurs d'emploi « PIC » bénéficiaires du RSA (cat. A, B, C), à fin septembre 2018, par EPCI. Et part dans l'ensemble de la demande d'emploi « PIC » (cat. A, B, C) de l'EPCI

(source : Pôle emploi / STMT)

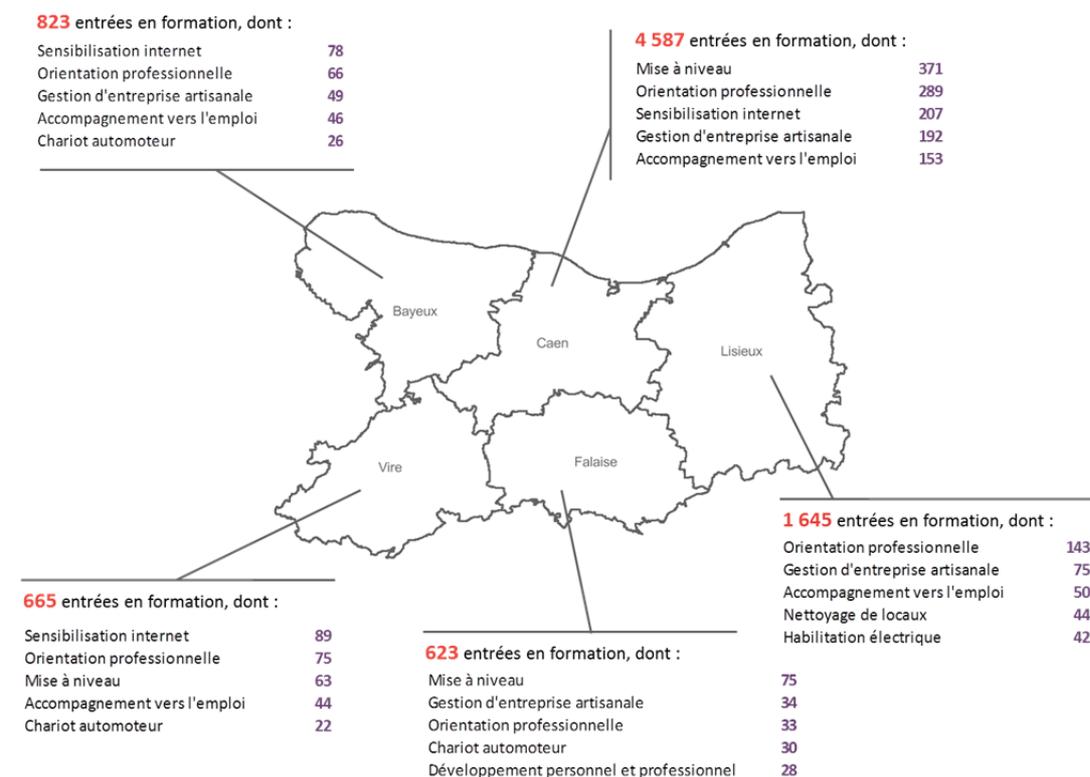


Demande d'emploi 8 : Demandeurs d'emploi « PIC » inscrits depuis un an ou plus (cat. A, B, C), à fin septembre 2018, par EPCI. Et part dans l'ensemble de la demande d'emploi « PIC » (cat. A, B, C) de l'EPCI

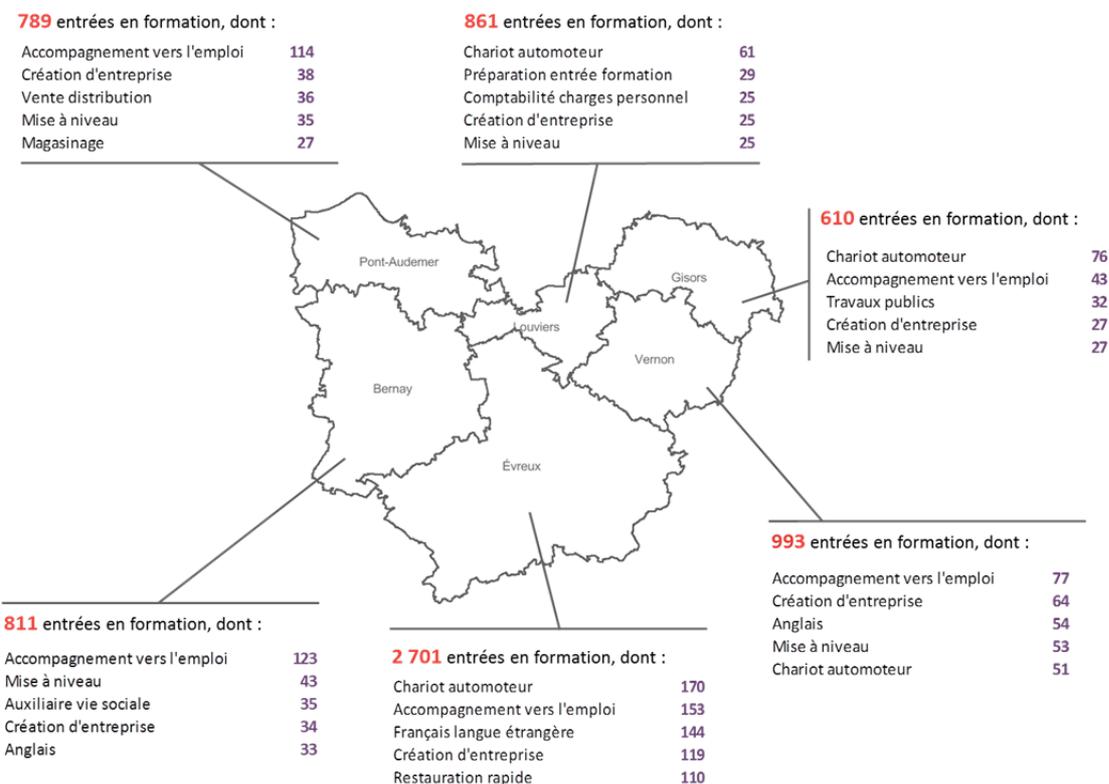
(source : Pôle emploi / STMT)



Entrées en formation 1 : Entrées en formation par bassin et principaux formacodes, dans le Calvados (source : Pôle emploi / Fichier historique – Cumul 2017)



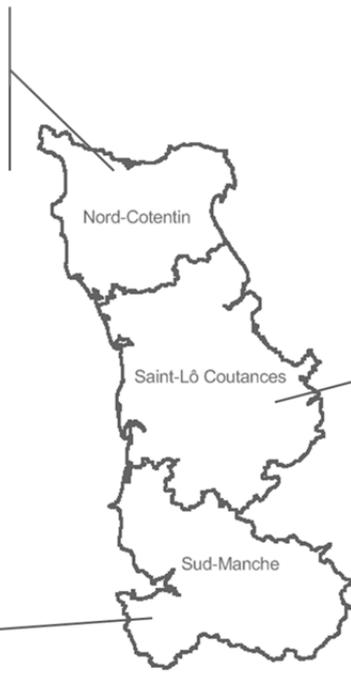
Entrées en formation 2 : Entrées en formation par bassin et principaux formacodes, dans l'Eure (source : Pôle emploi / Fichier historique – Cumul 2017)



Entrées en formation 3 : Entrées en formation par bassin et principaux formacodes, dans la Manche (source : Pôle emploi / Fichier historique – Cumul 2017)

2 031 entrées en formation, dont :

Orientation professionnelle	181
Soudage	64
Restauration rapide	62
Préparation entrée formation	58
Montage câblage électrique	55



1 832 entrées en formation, dont :

Mise à niveau	156
Orientation professionnelle	142
Sensibilisation internet	133
Aide-soignant	56
Gestion d'entreprise artisanale	53

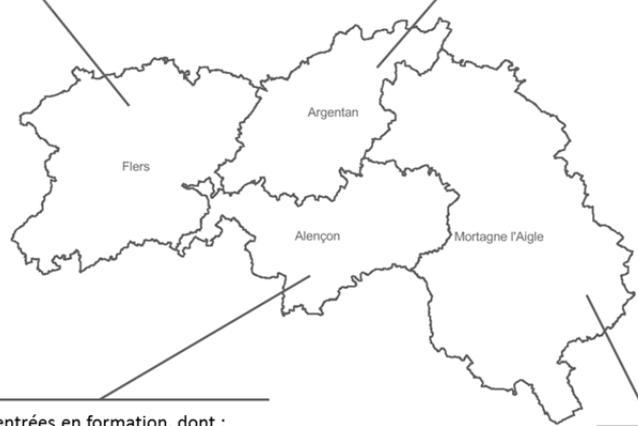
1 363 entrées en formation, dont :

Orientation professionnelle	134
Maintenance électronique	119
Mise à niveau	71
Gestion d'entreprise artisanale	52
Sensibilisation internet	52

Entrées en formation 4 : Entrées en formation par bassin et principaux formacodes, dans l'Orne (source : Pôle emploi / Fichier historique – Cumul 2017)

921 entrées en formation, dont :

Mise à niveau	75
Chariot automoteur	69
Orientation professionnelle	58
Auxiliaire vie sociale	37
Sensibilisation internet	35



540 entrées en formation, dont :

Orientation professionnelle	74
Mise à niveau	44
Chariot automoteur	25
Bureautique	22
Travaux paysagers	22

1 077 entrées en formation, dont :

Orientation professionnelle	120
Mise à niveau	115
Auxiliaire vie sociale	55
Sensibilisation internet	49
Accompagnement vers l'emploi	34

773 entrées en formation, dont :

Orientation professionnelle	62
Préparation entrée formation	57
Bureautique	45
Conduite poids lourd	31
Gestion d'entreprise artisanale	31

Entrées en formation 5 : Entrées en formation par bassin et principaux formacodes, en Seine-Maritime (source : Pôle emploi / Fichier historique – Cumul 2017)

